



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Octobre 2024

LES AMBITIONS DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE EN MÉDITERRANÉE

Dr Céline Marangé

Chercheuse Russie et Ukraine à l'IRSEM

Dr Carine Pina

Chercheuse Chine à l'IRSEM



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ÉTUDE – n° 120

LES AMBITIONS DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE EN MÉDITERRANÉE

Dr Céline Marangé

Chercheuse Russie et Ukraine à l'IRSEM

Dr Carine Pina

Chercheuse Chine à l'IRSEM

Pour citer cette étude

Céline Marangé et Carine Pina, *Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée*, Étude 120, IRSEM, octobre 2024.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-172600-0

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

- 119. « À bas le néocolonialisme ! » – Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre
Maxime AUDINET
- 118. *Les houthistes et la mer Rouge*
Alexandre LAURET
- 117. *La marine turque – Un atout militaire pour l'OTAN ?*
Mayeul PAPPENS
- 116. *Les jeunes et la guerre - Représentations et dispositions à l'engagement*
Anne MUXEL
- 115. *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*
Carine PINA
- 114. *Ce que veulent les grandes puissances – La quête de statut de la Chine et l'avenir de l'ordre international*
Élie BARANETS
- 113. *Gendarmerie nationale et Guardia Civil – La coopération tous azimuts*
CNE Louis VAILHEN
- 112. *La guerre en Ukraine : un nouveau contexte stratégique pour la Turquie ?*
Sümbül KAYA (dir.)
- 111. *Le droit des conflits armés internationaux appliqué à l'espace extra-atmosphérique – Les défis posés par les satellites artificiels*
Jennifer LACHANCE
- 110. *L'établissement de normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique – De la Terre à la Lune, et au-delà*
Béatrice HAINAUT

ÉQUIPE

Directeur

Martial FOUCAULT

Directeur adjoint

ICA Benoît RADEMACHER

Directrice scientifique

Julia GRIGNON

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2024 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public. L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIES

Dr Céline Marangé est chercheuse sur la Russie, l'Ukraine et le Belarus à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire. Ses travaux portent sur la politique étrangère et de défense, les élites politiques et militaires russes, les stratégies russes d'influence et de dissuasion, ainsi que sur les conflits et les enjeux de sécurité dans l'espace post-soviétique. Docteur en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), elle a été Fox International Fellow à l'Université de Yale et post-doctorante en histoire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Avant de rejoindre l'IRSEM, elle a enseigné à Columbia, Harvard et Sciences Po et travaillé au Service historique de la Défense. Diplômée de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), elle est aussi traductrice du russe. Depuis le mois de décembre 2022, elle a l'honneur d'être membre de la réserve citoyenne de l'armée de l'Air et de l'Espace. En 2023, elle est auditrice du Collège des hautes études de l'Institut diplomatique. Elle est membre du conseil scientifique de la revue *Questions internationales*, éditée par la Documentation française, et membre du comité éditorial du Rubicon, une plateforme francophone dédiée aux questions de défense et de sécurité. Elle appartient également au comité de rédaction de deux revues académiques : *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, affilié au CERCEC de l'EHESS, et *L'Annuaire français de relations internationales*, la revue du Centre Thucydide de l'Université Panthéon Assas, pour laquelle elle codirige la rubrique « Europe orientale, Russie, Caucase, Asie centrale ».

Contact : celine.marange@irsem.fr

Dr Carine Pina est chercheuse Chine-Monde chinois à l'IRSEM. Docteur en droit et économie du développement, politologue et sinologue, elle travaille sur la Chine et ses relations internationales dans leurs aspects économiques, sociaux et stratégiques, en particulier sur les migrations internationales chinoises, les communautés chinoises et leurs liens avec l'expansion internationale de la Chine. Elle est notamment l'auteur de *La Chine et sa nouvelle diaspora. La mobilité au service de la puissance* (Paris, Ellipses, 2012) et de *La Chine dans le monde. Panorama d'une ascension. Les relations internationales de la RPC de 1949 à nos jours* (Paris, Ellipses, 2011). À l'IRSEM, elle a publié deux notes de recherche – « La

coopération policière et judiciaire internationale de la Chine. Un “engagement innovant” pour la prise en compte des menaces sécuritaires non traditionnelles » (135, 3 mai 2023) et, avec Fatiha Dazi-Héni et Wendy Ramadan-Alban, « L’accord de normalisation des relations diplomatiques saoudo-iraniennes signé à Pékin – Regards croisés » (137, 7 juin 2023) – et une étude, *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre* (军队非战争军事行动) à l’étranger – *Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*, parue en mars 2024.

Contact : carine.pina@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	11
INTRODUCTION	15
I. LA MÉDITERRANÉE DANS LES GRANDES STRATÉGIES RUSSE ET CHINOISE	19
La Chine : une ambition de rayonnement mondial retrouvé.....	19
La Russie : une volonté de puissance et de reconnaissance	22
II. UN USAGE DIFFÉRENCIÉ DE L’OUTIL MILITAIRE	27
La Russie : des interventions armées pour étendre son influence	27
La Chine : des projections de forces de sécurité pour protéger ses intérêts.....	30
III. UN ESSOR CONCOMITANT DE LEUR PRÉSENCE NAVALE ET MARITIME... ..	35
La Russie : puissance navale et dissuasion conventionnelle.....	35
La Chine : expansion maritime et opportunités commerciales	40
IV. UNE VISION COMMUNE DE L’ARME ÉNERGÉTIQUE ET COMMERCIALE ..	47
La Méditerranée, un intérêt économique prépondérant pour la Chine	47
La Méditerranée, un espace d’opportunités économiques pour la Russie	58
V. L’IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE ET DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT	67
La Russie : alignement sur l’Iran et renforcement des manœuvres hybrides	67
La Chine : soutien aux pays arabes et repositionnement stratégique	73
CONCLUSION	79

RÉSUMÉ

À la veille de l'invasion de l'Ukraine, Xi Jinping et Vladimir Poutine annonçaient le caractère désormais « sans limite » du partenariat stratégique sino-russe. La question de la nature de leur relation – une alliance en devenir ou un mariage de circonstance – se pose de nouveau alors que l'ordre international semble durablement bouleversé. L'analyse de leurs politiques respectives et de leur coopération concrète dans une région aussi stratégique que la Méditerranée constitue à cet égard un indicateur pertinent.

La mise en regard des stratégies russe et chinoise en Méditerranée dans les domaines militaire, économique et politique laisse apparaître leur propension à agir parallèlement, sans entraver leurs visées respectives. La Russie s'est imposée dans la région méditerranéenne en prenant des initiatives risquées et en y déployant des moyens militaires et navals, tout en défendant ses intérêts économiques. La Chine s'y est fait une place en misant sur son expansion économique, à travers ses échanges commerciaux et des investissements dans des entreprises stratégiques et des infrastructures de transport, tout en développant des capacités sécuritaires et policières.

À en juger par leurs stratégies dans la région de la Méditerranée, l'heure semble plutôt à la mise en œuvre – et à la mise en scène – d'un alignement de principe entre Moscou et Pékin visant à en évincer les Occidentaux et non à l'émergence d'une alliance militaire.

Carte 1
Localisation des lieux cités sur le pourtour méditerranéen



INTRODUCTION

À la veille de l'invasion de l'Ukraine, au début du mois de février 2022, les présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine annonçaient depuis Pékin que le partenariat stratégique sino-russe était désormais « sans limite » et qu'ils entendaient s'unir pour promouvoir une vision propre de la démocratie¹. Longtemps avait prévalu l'idée selon laquelle le rapprochement sino-russe n'était qu'un « mariage de convenance »² et non une alliance militaire. Leur déclaration commune, faite à l'orée d'une nouvelle ère dans les relations internationales, incite à s'interroger à nouveau sur la nature et l'évolution de leur relation. L'analyse de leurs politiques respectives et de leur coopération concrète dans une région aussi stratégique que la Méditerranée constitue à cet égard un indicateur pertinent. La République populaire de Chine et la Fédération de Russie marquent chacune un intérêt grandissant pour cette région, sans y attacher la même importance stratégique ni y disposer de la même présence historique et culturelle, des mêmes atouts politiques et militaires et des mêmes possibilités économiques et commerciales. Elles y déploient des stratégies qui dérivent de priorités différentes mais qui expriment une volonté d'affirmation de puissance.

Les dirigeants russes ont toujours cherché, depuis au moins le règne de Pierre le Grand (1682-1725), à s'assurer un accès aux « mers chaudes », considérant que la mer d'Azov et la mer Noire, la mer Caspienne et la mer Méditerranée, permettaient de protéger les approches de la Russie, mais aussi d'étendre l'influence de la Russie au Moyen-Orient – une région que les élites politiques russes à travers les âges perçoivent comme le lieu par excellence

1. « [Joint Statement of the Russian Federation and the People's Republic of China on the International Relations Entering a New Era and the Global Sustainable Development](#) », site officiel du Kremlin, 4 février 2022.

2. Bobo Lo, *Axis of Convenience. Moscow, Beijing and the New Geopolitics*, Washington, Brookings Institution Press, 2008 ; B. Lo, « [The Sino-Russian Partnership: Assumptions, Myths and Realities](#) », *Russie Nei. Reports*, 42, Ifri, mars 2023.

de la compétition entre grandes puissances. La présence navale russe en Méditerranée orientale a varié au cours du temps, en fonction des ambitions géopolitiques et des capacités militaires du moment. Importante pendant la guerre froide, elle s'est considérablement réduite après le démantèlement de la 5^e escadre soviétique en 1992, à la suite de la dissolution de l'Union soviétique. La création d'une escadrille de la Méditerranée en 2013 signalait, au lendemain des Printemps arabes, l'intention de revenir en force dans cette région stratégique.

La Chine, plus éloignée géographiquement, a été relativement absente de cette région jusqu'à la fin de la guerre froide, même si elle a pu y promouvoir le maoïsme et y soutenir les mouvements de libération nationale. Elle a renforcé sa présence en Méditerranée depuis les années 1990³. Son intérêt pour les États de la région s'est encore accru depuis le début du XXI^e siècle et, de manière notoire, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012⁴. Pragmatique, elle s'est efforcée d'entretenir de bonnes relations avec tous les pays du pourtour méditerranéen, indépendamment des conflits qui pouvaient les opposer entre eux. Les dirigeants chinois privilégient une approche bilatérale et ne définissent pas la Méditerranée comme un espace géoéconomique ou géopolitique unifié. Les acteurs institutionnels chinois utilisent rarement le terme Méditerranée pour s'y référer, préférant les appellations régionales d'Europe du Sud, d'Afrique du Nord, de Moyen-Orient ou du Levant.

En dépit d'une position anti-occidentale commune plus marquée depuis l'invasion de l'Ukraine, Moscou et Pékin n'approfondissent pas leur coopération en Méditerranée, se contentant d'y cohabiter en ménageant les intérêts de l'autre. Nulle coordination militaire ou stratégique n'y est observée, alors que, par ailleurs, les disparités de puissance économique entre les deux pays et la dépendance de la Russie à l'égard de la Chine se

sont aggravées. Or leur rapprochement politique et idéologique aurait pu les conduire à prendre des initiatives communes dans une région aussi importante pour les Occidentaux.

Après une brève présentation des grandes stratégies de la Russie et de la Chine et de leur évolution respective depuis 2022, cette étude examine, de manière comparative, les finalités recherchées et les moyens mobilisés par chacun des deux pays pour étendre son influence militaire et économique dans la région méditerranéenne. La Russie comme la Chine optant pour une approche nationale plutôt que régionale avec les 19 pays que compte la région méditerranéenne, il s'agira d'identifier des tendances, de définir les modes d'action que chaque pays utilise pour atteindre ses fins et d'établir dans quelle mesure il y a convergence d'intérêts ou compétition dans cette région.

3. Carine Pina, *La Chine dans le monde : panorama d'une ascension. Relations internationales de 1949 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2012, p. 259-279.

4. Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022 (3^e éd.), chap. 10.

I. LA MÉDITERRANÉE DANS LES GRANDES STRATÉGIES RUSSE ET CHINOISE

L'importance que revêt aujourd'hui la Méditerranée pour la Chine et la Russie se comprend à la lumière de leur grande stratégie, que l'on peut définir comme un ensemble de réflexions sur les moyens et les instruments à mobiliser pour atteindre les fins que leurs dirigeants s'assignent. Suivant la définition que donne Barry Posen de la grande stratégie, il s'agit de la « théorie d'un État-nation sur la façon de produire de la sécurité pour lui-même. La grande stratégie se concentre sur les menaces militaires parce que ce sont les plus dangereuses et sur les moyens militaires parce que ce sont les plus coûteux. La sécurité englobe traditionnellement la préservation de la souveraineté, de la sûreté, de l'intégrité territoriale et de la position de pouvoir¹ ». Commençons par caractériser les principaux traits de la grande stratégie de chacun des pays et par préciser la place accordée à la région méditerranéenne dans leurs documents de doctrine.

LA CHINE : UNE AMBITION DE RAYONNEMENT MONDIAL RETROUVÉ

Si le concept même de grande stratégie chinoise reste controversé, la Chine a aujourd'hui la grande stratégie la plus franche de toutes les puissances actuelles, comme l'explique Andrew S. Erickson². Cette grande stratégie s'affirme très ouvertement, par l'intermédiaire du président Xi Jinping, pour qui elle s'incarne dans le rêve chinois d'un « grand rajeunissement de la Nation », ce processus devant rendre à la Chine sa position et son statut de

1. Barry Posen, *Restraint*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2014, p. 1.

2. Andrew S. Erickson, « China », dans Thierry Balzacq, Peter Dombrowski et Simon Reich (dir.), *Comparative Grand Strategy: A Framework and Cases*, Oxford, Oxford University Press, 2019, p. 73-98 ; Jorge Antonio Chávez Mazuelos, « The Chinese Dream of National Rejuvenation and Foreign Policy under Xi Jinping », *Agenda Internacional*, 29 (40), octobre 2022, p. 31-55.

grande puissance économique, militaire et politique, que les États occidentaux lui ont fait perdre au XIX^e siècle. Intérieurement, elle doit apporter une prospérité commune, associée à un système de protection sociale efficace. Extérieurement, elle doit se traduire par l'acquisition d'une position de leader mondial en matière d'influence. Le « grand rajeunissement de la Nation » s'accompagne de la transformation des forces armées du pays en forces de classe mondiale, ce qui permettra à la fois de réaliser « l'unification complète de la Chine » et de protéger ses intérêts nationaux dans le pays et à l'étranger³.

La réalisation de ces deux grands objectifs, sous la houlette d'un Parti communiste chinois omniprésent, nécessite la poursuite d'une croissance économique importante. À cet égard, les routes de la soie, lancées en 2013 par Xi Jinping, sont considérées comme l'un des principaux outils de la grande stratégie chinoise. Ce vaste projet économique participe également au rayonnement politique international du pays. Conçu comme un plan de connexion mondiale des économies étrangères à la Chine, par l'intermédiaire entre autres de la construction d'infrastructures, il doit apporter la prospérité (et donc la sécurité) dans les territoires qu'il relie, tout en assurant à la Chine des débouchés économiques pour ses productions, ses entreprises et sa main-d'œuvre et, inversement, en permettant ses approvisionnements. Cette vision de l'expansion chinoise a été décrite sous la forme de trois cercles concentriques englobant les États concernés par ordre de proximité et d'importance vis-à-vis de la Chine qui en constitue le cœur.

Située dans le troisième cercle de cette spirale, la Méditerranée tient une place de choix dans le plan d'expansion chinois, même si elle n'est pas centrale. Pékin a divisé la Méditerranée en deux camps : une Méditerranée arabe et une Méditerranée européenne, notamment liée à l'Union européenne (UE), son

3. James Char (dir.), *Modernising the People's Liberation Army Aspiring to be a Global Military Power*, Londres, Routledge, 2024, et en particulier, « Introduction. Modernizing the People's Liberation Army: Aspiring to be a Global Military Power », p. 1-23.

principal partenaire commercial mondial ; Israël et la Turquie étant considérés comme des appendices. La Méditerranée arabe comprend elle-même deux sous-régions : l'Afrique du Nord et la Méditerranée de l'Est que la Chine associe au Moyen-Orient. Cette approche s'est retrouvée dans les structures utilisées par Pékin pour interagir avec les États du pourtour méditerranéen⁴. Il existait des mécanismes de coopération informelle, souvent *ad hoc*, qui ont réuni en 2015 et 2017, la Chine et six États du sud de l'Europe (Italie, Grèce, Portugal, Espagne, Chypre et Malte). Deux autres structures pérennes favorisent les relations de la Chine avec les autres États de la Méditerranée : le Forum Chine-Afrique (2000) et le Forum de coopération Chine-Monde arabe (2004). Ces deux instances revêtent une importance politique et stratégique majeure pour Pékin qui peut y œuvrer pour la restructuration de la gouvernance internationale et la défense de ses propres intérêts. Il convient de noter que ces mécanismes régionaux demeurent très souples ; ce sont pour l'essentiel des structures de rencontres qui n'ont pas vocation à institutionnaliser une coopération régionale sous l'égide de la Chine. Cependant, l'absence de politique méditerranéenne facilite sans doute les politiques pragmatiques et parfois opportunistes de la Chine à l'égard de la région⁵.

Les relations de la Chine avec les États du pourtour méditerranéen couvrent cinq domaines traditionnels, à savoir les relations politiques, les échanges commerciaux et les investissements, le développement social, les relations de peuple à peuple et la coopération dans le domaine de la paix et de la sécurité. La coopération Sud-Sud mise en avant par Pékin dans ces domaines a été globalement bien accueillie par l'ensemble des États de la région, soucieux de diversifier leurs partenaires commerciaux et de construire des relations avec d'autres puissances que l'Europe et les États-Unis afin notamment d'échapper aux pressions de

4. Alice Ekman, « [La Chine en Méditerranée : une présence émergente](#) », *Notes de l'Ifri*, Ifri, février 2018.

5. Anoushiravan Ehtesharni, « [China's Foreign Policy towards the Mediterranean](#) », *European Institute of the Mediterranean, Yearbook* 2023.

ces derniers. La présence de la Chine à leur côté est un levier de négociations avec les pays occidentaux. Les principes et le narratif proposés par Pékin pour favoriser sa coopération, notamment celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, sont aussi appréciés des gouvernements les plus autoritaristes de la région et le consensus de Pékin (développement économique et gouvernement autoritaire) y rencontre un écho favorable. Enfin, les apports chinois en termes économiques, financiers et matériels dans des domaines aussi divers que les infrastructures, la santé ou les nouvelles technologies sont des atouts non négligeables pour des États qui font face à des problèmes de développement.

LA RUSSIE : UNE VOLONTÉ DE PUISSANCE ET DE RECONNAISSANCE

La Russie a pour sa part pendant longtemps promu une grande stratégie qui était par nature défensive même si ses manifestations étaient déjà particulièrement offensives. De façon quasi unanime, les élites politiques et la communauté stratégique russes considéraient que le statut de la Russie avait été délibérément amoindri par les pays occidentaux depuis la fin de la guerre froide et que, du fait des élargissements de l'Union européenne et de l'OTAN dans son ancien pré carré, son environnement stratégique représentait désormais une menace pour sa sécurité et la préservation de ses intérêts. Partant de cette prémisse, ils donnaient la priorité aux impératifs de réputation et de sécurité lors de la formulation de leurs stratégies. Ainsi le Kremlin a-t-il cherché depuis l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000 à retrouver un statut de puissance mondiale, tant sur le plan diplomatique qu'économique, et, pour ce faire, à affirmer, par la force si nécessaire, un leadership régional en Europe, dans l'espace post-soviétique et au Moyen-Orient⁶.

Bien que réactives par nature, les stratégies russes avant 2022 impliquaient d'audacieux projets transformationnels. Un objectif

6. Céline Marangé, « Russia », dans T. Balzacq, P. Dombrowski et S. Reich (dir.), *Comparative Grand Strategy: A Framework and Cases*, op. cit., p. 50-72.

prioritaire consistait à « interrompre l'expansion de l'OTAN » et à former un glacis protecteur diplomatique et militaire, c'est-à-dire une zone tampon composée de pays qui seraient favorables à la Russie en cas de confrontation militaire directe. Un autre objectif consistait à regagner un rôle central dans les affaires internationales, étant entendu qu'un leadership régional incontesté constituait un préalable nécessaire et une condition indispensable à la reconnaissance d'une puissance mondiale.

Concernant les moyens, les démonstrations de force et le recours à la subversion sont considérés comme des instruments légitimes et nécessaires pour protéger le régime, assurer le rang de la Russie dans le monde et étendre son contrôle sur l'espace post-soviétique. Au cours des années 2000, d'autres leviers d'action, tels que les incitations économiques, la politique énergétique et d'audacieuses initiatives diplomatiques, ont néanmoins été mobilisés avec un succès certain. La militarisation croissante de la politique étrangère dans les années 2010 résulte de l'échec relatif de ces grands projets, mais surtout de la dérive autoritaire qui s'est accentuée après l'élection de Vladimir Poutine à un troisième mandat en 2012. À la suite de l'occupation de la Crimée et de la déstabilisation du Donbass en 2014, les forces armées russes, en voie de modernisation, ont étendu leurs capacités de projection, en intervenant en Syrie, puis en Libye, ce qui a permis à Moscou de se rendre indispensable au Moyen-Orient⁷ et d'engager des consultations parallèles sur la Syrie. Signé en mai 2017 dans la capitale kazakhstanaise, l'accord d'Astana conclu entre la Russie et l'Iran, alliés du dirigeant syrien Bachar el-Assad, et la Turquie, soutien d'une partie de l'opposition syrienne, a sanctionné la création de quatre zones de désescalade en Syrie et enclenché un processus de négociations concernant l'avenir de la Syrie échappant complètement aux Occidentaux.

7. Céline Marangé, « [La posture internationale de la Russie depuis l'annexion de la Crimée](#) », *Questions internationales*, 101, janvier-février 2020, p. 68-75 ; Anne de Tinguay, *Le géant empêtré. La Russie et le monde de la fin de l'URSS à l'invasion de l'Ukraine*, Paris, Perrin, 2022.

Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, la grande stratégie des dirigeants russes a évolué et s'est radicalisée, en particulier à l'égard des pays occidentaux qui apportent un soutien militaire, financier et diplomatique à Kyiv. Le Kremlin fait désormais feu de tout bois, recourant à la force militaire et à l'intimidation nucléaire, mais aussi à la guerre informationnelle et aux actions de sabotage. Des déclarations et des actions des dirigeants russes, on peut déduire que la guerre en Ukraine vise non seulement à détruire l'État ukrainien et à réaliser un projet irrédentiste, mais aussi à mettre fin à « l'hégémonie occidentale » en transformant l'ordre international et en imposant une nouvelle architecture de sécurité en Europe. De ce point de vue, il serait erroné de penser que l'Ukraine a été envahie uniquement pour des raisons de sécurité. Le projet du président russe semble bien être celui d'une Russie dominatrice ayant repris ses droits sur des terres considérées comme ancestrales et ayant pris une revanche sur « l'Occident » qui avait été victorieux dans la guerre froide.

C'est dans ce cadre général que se déploie, depuis le début des années 2010, la stratégie russe en Méditerranée. D'après la doctrine navale russe, dont la dernière édition date de juin 2022, la Méditerranée n'est pas considérée comme une zone « d'importance vitale pour la préservation des intérêts nationaux russes⁸ ». En revanche, la Méditerranée orientale figure en deuxième position dans la liste des zones maritimes « importantes » pour les intérêts nationaux russes, se plaçant après les mers et océans qui bordent les côtes russes, dont la mer d'Azov et la mer Noire, et avant les détroits de la mer Noire, de la mer Baltique et des Kouriles et avant les routes maritimes mondiales, y compris asiatiques et africaines. La section consacrée à la Méditerranée fixe plusieurs priorités qui reflètent parfaitement les actions et

8. Les zones « d'importance vitale pour la préservation des intérêts nationaux russes » se composent des eaux intérieures et territoriales de la Russie, des zones économiques exclusives russes, y compris la dorsale continentale en Arctique, du bassin arctique et de l'aquarium de la route maritime du Nord, de la mer d'Okhotsk sur la façade orientale et du secteur russe de la mer Caspienne dans la partie méridionale.

les politiques observées dans cette région. Classées par ordre d'importance, celles-ci visent à développer des relations avec des États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord riverains de la Méditerranée et de la mer Rouge ; à garantir la stabilité politico-militaire de la région du Moyen-Orient ; à renforcer les partenariats avec la Syrie et la capacité à régler les conflits régionaux ; à assurer une présence permanente de la flotte russe en Méditerranée en s'appuyant sur les bases de Syrie et en acquérant de nouveaux points de ravitaillement sur le territoire d'autres pays de la région ; à développer des coopérations économiques et militaro-techniques avec des États du bassin méditerranéen⁹.

Pour conclure ce premier point, la Méditerranée occupe une place importante sans être centrale dans les grandes stratégies de la Russie et de la Chine. Dans cette région stratégique du monde, Moscou et Pékin se rejoignent sur un élément fondamental : leur présence sert à manifester leur opposition aux pays occidentaux et leur aspiration à retrouver un statut de grande puissance. Toutefois, cette présence prend des formes différentes, comme on peut le constater avec l'investissement militaire russe et l'engagement sécuritaire chinois dans la région.

9. Les doctrines navales de la Fédération de Russie de 2015 et de 2022 sont disponibles en ligne en russe. Voir les points 14, 15 et 56 de la doctrine navale de 2022.

II. UN USAGE DIFFÉRENCIÉ DE L'OUTIL MILITAIRE

Moscou et Pékin assurent une présence sécuritaire en Méditerranée selon des modalités et des dispositifs différents, qui reflètent leurs conceptions respectives de l'utilisation et du rôle des forces armées à l'étranger. La Russie s'appuie sur ses forces armées, régulières et irrégulières, pour établir des rapports de force, tandis que la Chine se sert plutôt de ses forces de sécurité pour promouvoir ses projets économiques.

LA RUSSIE : DES INTERVENTIONS ARMÉES POUR ÉTENDRE SON INFLUENCE

La Russie s'est reposée en priorité sur l'outil militaire pour défendre ses intérêts en Méditerranée et revenir dans le jeu régional dont Moscou s'était vue évincée après la guerre du Golfe en 1991. Avant même l'invasion de l'Ukraine, elle a suscité trois surprises stratégiques, l'annexion de la Crimée en mars 2014, l'intervention militaire dans le conflit syrien à partir de septembre 2015 et l'engagement militaire dans la guerre civile libyenne à partir de 2018. Ces initiatives qui étaient autant de prises de risque lui ont permis de s'imposer comme un acteur incontournable au Moyen-Orient et d'étendre ses capacités de projection et de déni d'accès au sud de la Méditerranée.

En procédant à l'annexion de la Crimée, l'armée russe a d'abord renforcé sa posture en mer Noire en s'assurant le contrôle de la base navale de Sébastopol dont le bail expirait en 2017. Elle a déployé dans la péninsule de Crimée des systèmes de défense antimissile afin de protéger ses navires opérant en mer Noire et en Méditerranée orientale. L'intervention russe en Syrie, décidée un an et demi après le début de la guerre dans le Donbass et six mois après la conclusion des accords de Minsk II, visait à sauver le régime de Bachar el-Assad, à préserver les intérêts russes en Syrie et à prévenir les menaces bien réelles que l'État islamique

représentait pour la stabilité de la Russie, du Caucase du Sud et de l'Asie centrale, mais aussi à faire une démonstration de force, à un moment où la Russie avait été mise au ban des nations et où elle subissait les conséquences des sanctions occidentales auxquelles elle n'était pas préparée.

Sur le plan opérationnel, l'intervention russe a débuté par une campagne aérienne brutale, l'aviation multipliant les bombardements sur les zones d'habitation où était retranchée l'opposition syrienne, en particulier à Alep bientôt transformée en champ de ruines, comme à Grozny quinze ans plus tôt. Cette campagne aérienne a permis aux forces aériennes russes d'acquérir une expérience de combat significative, grâce aux 44 000 sorties effectuées en Syrie entre septembre 2015 et novembre 2020¹. Elle a aussi permis de tester en conditions réelles près de 200 nouvelles armes (et d'en démontrer l'efficacité à des fins de vente), d'éprouver les capacités de combat de l'armée russe grâce à la rotation de tous les commandants de district militaire pour une période de six mois et d'intégrer aux opérations des mercenaires² de la société militaire privée (SMP) Wagner et des membres de la police militaire.

La base de soutien dont l'armée russe disposait à Tartous depuis l'époque soviétique a vu son bail étendu de 41 ans et a été transformée en base navale capable de mener des opérations

1. Can Kasapoğlu et Sinan Ülgen, « [Russia's Ambitious Military-Geostrategic Posture in the Mediterranean](#) », Carnegie Europe, juin 2021, p. 4.

2. Le mercenaire est, selon le sens commun, un soldat à la solde d'un gouvernement étranger, prenant directement part à des hostilités contre rémunération. Par souci de clarté, cette dénomination a été retenue pour désigner les troupes non régulières, russes et non russes, rattachées notamment à la SMP Wagner, puis à l'entité Africa Corps, qui ont été déployées en Syrie, en Libye et dans d'autres pays africains depuis 2015. La SMP Wagner ayant été partiellement démantelée après la mort de son fondateur en août 2023, et transformée en un groupe paramilitaire, Africa Corps, directement relié au renseignement militaire russe, certains juristes estiment qu'il faudrait désormais considérer ces individus (qui pour certains ne sont pas citoyens russes) comme des membres *de facto* des forces armées russes, soit comme des combattants, et, en cas de capture, leur donner les garanties prévues par l'article 44 du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève.

complexes et d'abriter des systèmes de défense côtière. Une base aérienne a, par ailleurs, été établie, près de Lattaquié, à Hmeimim où des avions de combat et des avions à long rayon d'action ont été stationnés. Par le déploiement de systèmes antimissiles S-400 et S-300V4 en Syrie, combiné à des moyens de guerre électronique et à des véhicules antiaériens de type Pantsir, une bulle de déni d'accès a été établie au-dessus du Levant et en Méditerranée orientale. Le jeu consistait à faire en sorte que les milices iraniennes restent suffisamment influentes en Syrie sans prendre trop d'importance. L'armée russe laissait donc l'aviation israélienne les y frapper, quand Tel-Aviv jugeait ses intérêts de sécurité en danger ; quant à l'armée israélienne, elle n'abusait pas de cet avantage de crainte de compromettre son arrangement avec Moscou. Au tournant des années 2020, la Russie s'est ainsi positionnée comme l'unique puissance extérieure à la région, capable d'entretenir un dialogue nourri avec pratiquement tous les acteurs du Moyen-Orient et du Maghreb, y compris ceux ayant des positions diamétralement opposées.

À partir de 2018, Moscou a, en parallèle, cherché à s'implanter en Libye en apportant son aide militaire à l'Armée nationale libyenne emmenée par Khalifa Haftar, déjà soutenu par l'Égypte et les Émirats arabes unis et opposé au gouvernement libyen reconnu par l'ONU. La Russie a d'abord fourni des armes lourdes et envoyé quelques dizaines de commandos des forces spéciales et des agents du renseignement militaire. Dans le même temps, la SMP Wagner, liée dès l'origine au service de renseignement militaire russe (GRU), ouvrait deux bases, l'une à Benghazi, siège des forces du maréchal Haftar, et l'autre à Tobrouk, ville portuaire située près de la frontière égyptienne³. Dès 2019, des membres de la SMP Wagner sont arrivés en nombre en Libye, tandis que les troupes du maréchal Haftar lançaient une offensive afin de renverser le gouvernement de Tripoli soutenu par la Turquie. En plus du pont naval et aérien entre la Crimée et

3. « [Novyj placdarm : što izvestno o perebroske rossijskikh voennykh v Liviû](#) » [Une nouvelle place d'armes : que sait-on de l'envoi de militaires russes en Libye], *RBK*, 9 octobre 2018.

la Syrie, s'est alors mis en place un pont aérien reliant la base syrienne de Hmeimim à la base libyenne de Al Jufra. D'autres vols opérés depuis Hmeimim desservait Benghazi⁴.

En somme, dès la fin des années 2010, les théâtres d'intervention russe étaient interconnectés de façon à accroître les possibilités d'action de l'armée russe, notamment de sa flotte, en Méditerranée orientale et centrale. Si Moscou et Ankara avaient des objectifs opposés en Syrie et en Libye, ils se retrouvaient sur un point majeur : leur volonté d'évincer les Occidentaux de ces deux pays. La politique étrangère russe en Afrique du Nord, au Proche et au Moyen-Orient est avant tout guidée par son opposition aux États-Unis. À cet égard, la conclusion des accords d'Abraham, en septembre 2020 à Washington, a constitué un revers diplomatique pour les dirigeants russes, même s'ils ne s'y sont pas formellement opposés. Reléguant la question palestinienne au second plan, ces accords ont permis à Israël de signer, sous la houlette américaine, des « traités de paix » avec les Émirats arabes unis et Bahreïn, puis de normaliser ses relations avec le Maroc et le Soudan. Ce processus a ouvert la porte à une négociation trilatérale entre Washington, Tel Aviv et Riyad en vue d'une normalisation israélo-saoudienne.

LA CHINE : DES PROJECTIONS DE FORCES DE SÉCURITÉ POUR PROTÉGER SES INTÉRÊTS

En vertu de son principe de non-ingérence et contrairement à la Russie, la Chine n'a pas engagé de manière directe ou indirecte ses forces militaires aux côtés d'un des États en conflit dans la région. Toutefois, sa présence sécuritaire, militaire et policière, s'y accroît, discrètement mais sûrement, depuis 2010. Elle obéit aux desseins de la grande stratégie chinoise de faire de l'Armée populaire de libération (APL), et en particulier de sa marine, une force de stature mondiale, capable de se projeter sur l'ensemble du globe, à l'image de celle des États-Unis. Elle s'explique aussi

4. S. Ülgen, C. Kasapoğlu, « Russia's Ambitious Military-Geostrategic Posture in the Mediterranean », *op. cit.*, p. 4.

par une raison plus pragmatique et effective : la nécessité de protéger ses intérêts dans la région⁵.

Depuis le début des années 2000, entreprises et ressortissants chinois se sont installés dans des zones plus instables et moins sécurisées (du fait de menaces traditionnelles mais aussi non traditionnelles) et ont été victimes d'atteintes aux biens et/ou aux personnes. Depuis les meurtres en 2004 de travailleurs chinois en Afghanistan et au Pakistan, les dirigeants chinois ont demandé aux autorités militaires chinoises de se déployer à l'étranger. La crise libyenne de 2011 a été le fait majeur qui a fini de convaincre l'APL du bien-fondé de la projection de forces armées à l'étranger, théorisée et justifiée au travers des « opérations militaires autres que la guerre », stratégie apparue pour la première fois dans le Livre blanc de la défense en 2008⁶. La première opération de mise en sécurité de civils chinois (RESEVAC) par les militaires chinois a ainsi concerné 35 000 ressortissants chinois présents en Libye, à la suite de l'effondrement du régime de Kadhafi en 2011⁷.

Depuis cette date, les forces militaires chinoises ont par deux fois été déployées pour porter secours à des ressortissants chinois et étrangers⁸. Pour compléter ces dispositifs, les autorités chinoises ont pris des mesures qui leur permettent d'utiliser les moyens civils possédés par des intérêts chinois à l'étranger

5. Andrea Ghiselli, *Protecting China's Overseas Interests. Securitization and Foreign Policy*, Oxford, Oxford University Press, 2021.

6. Carine Pina, *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre (军队非战争军事行动) à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*, Étude 115, IRSEM, mars 2024.

7. L'APL a ainsi dépêché sur place la frégate *Xuzhou*, déployée dans le golfe d'Aden dans le cadre des opérations d'escortes maritimes sous l'égide des Nations unies pour assurer la sécurité des ferries et des navires commerciaux mobilisés pour transporter les civils vers des pays sécurisés. Elle a également envoyé deux avions cargos (IL-76) pour évacuer les ressortissants chinois vers Khartoum et Pékin.

8. En 2015, au Yémen où, pour la première fois, un navire militaire chinois a transporté des civils chinois (500) et deux ressortissants étrangers ; puis en 2023, au Sud Soudan, où la Chine a procédé à l'évacuation de 1 300 personnes (Chinois et ressortissants étrangers) de Port-Soudan vers le port de Djeddah en Arabie saoudite.

(infrastructures portuaires, navires de commerce, etc.) pour soutenir de telles opérations militaires de secours. Le nombre de ressortissants chinois (ouvriers et autres) présents dans les États du pourtour méditerranéen⁹ et l'instabilité politique de ces derniers justifient le renforcement des capacités de projection des forces militaires de la Chine dans la région¹⁰, même si les autorités chinoises tendent de plus en plus à accroître la responsabilité des entreprises qui emploient ces personnes ou des individus eux-mêmes, selon le principe de l'obligation de prendre soin du personnel (*duty of care*). Les opérations militaires de secours ont contribué à accroître le statut d'État responsable de la Chine aux yeux de sa propre population, mais aussi des gouvernements étrangers et de leurs populations. C'est aussi cet effet que Pékin a recherché et obtenu en participant depuis la fin des années 1990 aux opérations de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies, dont certaines en Méditerranée, notamment au Liban¹¹.

On doit surtout noter l'accroissement de la présence policière chinoise¹², assurée par le ministère de la Sécurité publique dans le cadre de coopérations officielles avec certains gouvernements : patrouilles policières communes avec l'Italie pour rassurer les touristes chinois, échanges d'informations dans le cadre du contre-terrorisme (Turquie, Syrie, Algérie¹³), lutte contre le crime organisé international¹⁴. Des traités d'extradition ont été signés

9. Voir ci-après pour les dernières statistiques concernant la présence des ouvriers chinois.

10. C. Pina, *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre (军队非战争军事行动) à l'étranger*, op. cit. Contrairement à ce que la Chine fait de manière régulière en Asie et dans le Pacifique, elle n'a pas encore impliqué ses forces navales dans des opérations HADR en Méditerranée.

11. Christoph Zürcher, *30 years of Chinese Peacekeeping*, CIPS Report, 2019.

12. Carine Pina, « *La coopération policière et judiciaire internationale de la Chine* », Note de recherche 135, IRSEM, mai 2023.

13. « *China to Deepen Security, Defence Cooperation with Algeria* », 18 juillet 2023.

14. « *Malta and China Enhance Cooperation in Fight Against Organised Crime* », *Times Malta*, 28 septembre 2008.

avec la France, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et le Maroc¹⁵, permettant à la Chine de récupérer des personnes poursuivies, en particulier dans le cadre officiel de la lutte contre l'évasion fiscale¹⁶. Ces accords de coopération prévoient de former les forces locales aux méthodes policières chinoises dans les académies en Chine et parfois de leur fournir du matériel. Enfin, ils donnent lieu à des opérations chinoises extraterritoriales conjointes avec les forces locales auxquelles peu de publicité est faite. Il s'agit, comme avec l'Égypte, de lutter contre l'activisme ouïghour ou islamiste¹⁷.

La présence policière chinoise a aussi augmenté dans les pays où les diasporas chinoises se sont fortement implantées : sous couvert de services de police (renouvellement de permis de conduire, résolution de délits mineurs à distance...), des gouvernements provinciaux chinois en lien avec des associations culturelles ont ouvert des « postes de police ». Cette présence souvent non déclarée a été dénoncée et publicisée en 2022 en Europe (Portugal, France, Espagne) comme aux États-Unis et en Australie car elles permettaient souvent de poursuivre, d'intimider ou de rapatrier de manière forcée des personnes « posant des problèmes » de sécurité à la Chine¹⁸. Ses manœuvres ont été parfois contrecarrées comme, par exemple, par le refus de Chypre en 2022 de procéder à l'extradition d'un ressortissant chinois¹⁹, ou bien par la propension de la Turquie à défendre les intérêts des populations ouïghoures, notamment de celles résidant sur son territoire. Ankara n'a ainsi toujours pas ratifié le traité d'extradition signé avec Pékin et aurait encore arrêté en janvier 2024

15. Safeguard Defenders, « *China Expands System of Extradition Treaties* », 25 janvier 2023.

16. À titre d'exemple : Xinhua, « *"Red Notice" Fugitive Extradited from Morocco to China* », Xinhua, 11 novembre 2023.

17. Cité par Paul Nantulya, « *China's Policing Models Make Inroads in Africa* », Africa Center for Strategic Studies, 22 mai 2023.

18. C. Pina, « *La coopération policière et judiciaire internationale de la Chine* », op. cit.

19. Safeguard Defenders, « *Cyprus Denies Extradition to China in a Case Illustrating Transnational Repression Acts* », 23 décembre 2022.

des espions chinois venus surveiller des membres de la communauté ouïghoure installés en Turquie²⁰.

Pour conclure ce deuxième point, la présence sécuritaire de la Russie et de la Chine est de nature très différente dans la région méditerranéenne. Massive, celle de Moscou se traduit par un usage décomplexé de la force et un engagement direct ou indirect dans des conflits régionaux. Discrète, celle de Pékin est restée jusqu'à présent plus policière que militaire et principalement tournée vers la protection de ses intérêts. Se pose néanmoins la question de l'évolution de la présence militaire chinoise au regard de la multiplication des exercices communs dans la région, notamment avec la Russie, mais aussi d'une meilleure capacité chinoise à projeter ses forces militaires à l'étranger.

20. La position ferme de Recep Tayyip Erdogan, qui, en 2009, avait qualifié la politique chinoise à l'égard des populations ouïghoures de « génocide », semblerait définitivement révolue depuis la visite en juin 2024 du ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, en Chine et à Urumqi, capitale du Xinjiang. « [Turkey Detains Six Suspected of Spying on Uyghurs for China](#) », Reuters, 20 février 2024 ; Michal Bogusz, Adam Michalski, « [Building Closer Ties with China: the Turkish Foreign Minister Visits Beijing](#) », Center for Eastern Studies (OSW), 10 juin 2024.

III. UN ESSOR CONCOMITANT DE LEUR PRÉSENCE NAVALE ET MARITIME

Les dispositifs militaires et sécuritaires des deux pays s'adosent à une stratégie ambitieuse en mer. Redevenue permanente il y a une dizaine d'années, la présence de la Russie en mer Méditerranée se manifeste avant tout à travers ses forces navales, tandis que celle de la Chine, plus récente, se révèle plutôt dans le domaine maritime commercial. La Chine qui est devenue la première puissance navale devant les États-Unis investit encore peu la région méditerranéenne sur le plan militaire.

LA RUSSIE : PUISSANCE NAVALE ET DISSUASION CONVENTIONNELLE

La Russie a rétabli une présence navale permanente en Méditerranée en 2013, revenant dans une région stratégique qu'elle avait délaissée, faute de moyens, au lendemain de la dissolution de l'Union soviétique. Démantelée en 1992, la 5^e escadre avait été pendant plus de trois décennies le symbole de la présence soviétique en Méditerranée. La doctrine Gorchkov, du nom de l'amiral qu'il l'avait conçue et mise en œuvre, consistait pour la marine de guerre soviétique à partir au large et à opérer sur toutes les mers du monde, de façon à y projeter la puissance de l'Union soviétique¹. La stratégie navale soviétique consistait en général à assurer une présence permanente et à cultiver des liens politiques, l'objectif étant à la fois d'entraver la liberté d'action des flottes occidentales et d'appuyer des régimes amis lointains, comme Cuba ou le Vietnam. Ainsi la flotte était-elle utilisée à des fins de signalement stratégique plutôt que comme une force opérationnelle prête à l'emploi ; elle servait à matérialiser

1. Voir Philippe Masson, *La puissance maritime et navale au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2002, p. 366-369.

une proximité politique et à intimider les adversaires de l'Union soviétique, en particulier en Méditerranée².

Lors de sa création en 2013, l'escadrille de la Méditerranée a été formée à partir de bâtiments de surface de la flotte de la mer Noire et de sous-marins de la flotte du Nord. Comme à l'époque soviétique, son ordre de bataille n'était pas fixe, dépendant des nécessités du moment et des tensions géopolitiques. L'escadrille a bénéficié de la modernisation de la flotte de la mer Noire qui a acquis, au cours des années suivantes, trois frégates et six sous-marins d'attaque, dont deux étaient, avant 2022, stationnés sur la base navale de Tartous en Syrie. La flotte de la mer Noire a pris au cours de ces années une importance particulière dans la mesure où les autres accès à la mer demeuraient difficiles, l'Extrême-Orient russe étant peu développé et le passage par la Baltique, mer intracontinentale peu profonde, étant compliqué. En outre, la base de Sébastopol en Crimée offrait avant l'invasion de l'Ukraine et les attaques de drones et de missiles, un havre plus sûr que la base navale russe de Novorossisk, qui a pourtant été renforcée depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991.

La stratégie navale russe épouse en Méditerranée les mêmes finalités qu'à l'époque soviétique : il s'agit de protéger les flancs méridionaux et les eaux territoriales de la Russie, tout en contestant la domination des flottes occidentales et de l'OTAN. Les moyens privilégiés restent assez semblables : il s'agit d'accroître sa présence en mer et d'acquérir des centres logistiques, notamment des facilités portuaires. La principale nouveauté tient au développement de capacités de déni d'accès et d'une force de dissuasion conventionnelle, fondées sur la combinaison de systèmes antimissiles et de navires équipés de missiles de croisière.

Pour sa projection de puissance, la flotte russe a donné la priorité aux sous-marins car la plupart des navires de surface étaient obsolètes et de taille modeste. Celle de la mer Noire en particulier a amélioré ses capacités offensives en installant, sur des sous-marins, mais aussi sur des navires de surface,

2. Gordon McCormick, « [The Soviet Presence in the Mediterranean](#) », Rand Corporation, 1987.

des missiles de croisière de nouvelle génération de type Kalibr pouvant atteindre 1 500 à 2 000 km. La flotte ainsi déployée en Méditerranée a permis d'exercer une dissuasion conventionnelle s'appuyant, d'une part, sur la présence de sous-marins de classe Kilo à propulsion diesel-électrique de nouvelle génération et d'un ou deux sous-marins lanceurs de missiles de croisière (issus de la flotte du Nord), et, d'autre part, sur une stratégie de bastion à partir de la base de Tartous offrant aux bâtiments de surface une bulle de protection sol-air depuis la terre. La mer pouvait ainsi servir à frapper la terre, mais aussi à démultiplier les moyens de frappes dans un esprit de combinaison et de dissuasion. Cette force navale a donné à la Russie « plus de flexibilité et de capacités pour contrer les activités occidentales en Méditerranée³ » et facilité son accès aux océans mondiaux en réduisant le temps nécessaire pour transférer des forces dans la région en cas de conflit. Toutefois, elle ne jouait pas de rôle dans la dissuasion nucléaire, la posture russe étant tenue par les sous-marins lanceurs d'engins situés en mer Blanche, à la fois en mer et à quai.

Depuis l'invasion de l'Ukraine, la flotte russe en Méditerranée a dû réduire la voilure. Dix jours avant le lancement de l'offensive, les forces navales et aériennes russes déployées en Méditerranée ont effectué, à des fins de signalement stratégique, des exercices dans lesquels ont pris part 15 navires de guerre et 30 avions, dont, d'après le ministère russe de la Défense, un bombardier Tu-22M3, des chasseurs MiG-31K et des systèmes de missiles hypersoniques Kinjal⁴. Le durcissement du dispositif russe en Méditerranée visait, à ce moment précis, à protéger leurs emprises et à parer à toutes les éventualités, alors qu'un groupe aéronaval américain était déployé en Méditerranée orientale au même moment. Quatre jours après l'invasion, le 28 février 2022, la Turquie a fermé les détroits des Dardanelles et du Bosphore aux navires de guerre au titre de la convention de Montreux,

3. Dmitry Gorenburg, « Russia's Naval Strategy in the Mediterranean », *Security Insights*, 35, juillet 2019, p. 2.

4. « [Svyše 15 boevyh korablej zadejtsvovali v ucheniâh VMF RF V Sredizemnom more](#) » [Plus de 15 navires de guerre sont engagés dans les exercices de la flotte russe en mer Méditerranée], Interfax, 15 février 2022, en russe.

empêchant toute bascule de forces vers la mer Noire et notamment le retour de deux croiseurs russes. Depuis, la base navale de Tartous est coupée de la flotte de la mer Noire. Son ravitaillement s'est d'abord effectué grâce à des bâtiments civils autorisés à entrer en mer Noire, à raison d'une fois par trimestre. Depuis février 2024, les navires présents en Méditerranée sont envoyés en Baltique pour leur réapprovisionnement de crainte que ces unités civiles soient prises pour cibles par l'armée ukrainienne qui a déjà infligé des pertes significatives à la flotte russe de la mer Noire, en envoyant par le fond pas moins de 28 bâtiments, dont son navire amiral *Moskva*.

Étant en principe armées par la flotte russe de la mer Noire et subordonnées à son commandement, les forces navales russes en Méditerranée ont vu leurs capacités de projection diminuer depuis 2022. D'après Andrey Ryženko, chef d'état-major de la flotte ukrainienne de 2004 à 2020, elles comptaient, en janvier 2023, 10 navires dont 5 étaient armés de missiles Kalibr⁵. Ce nombre a encore baissé depuis. La flotte russe a réussi à maintenir en Méditerranée des navires armés de missiles Kalibr pendant un an et demi après le début de la guerre à grande échelle en Ukraine, mais cette présence permanente apparaît plus difficile depuis le début de l'année 2024, même si des unités de la flotte du Pacifique y croisent régulièrement, à l'instar du groupe du croiseur *Variag*, présent en Méditerranée en 2022 et revenu en mars 2024. Le seul porte-aéronefs de la flotte russe, le *Kouznetsov*, qui avait été déployé en Méditerranée au début de l'intervention en Syrie, se trouve actuellement en réparation dans le nord de la Russie et n'a pas de successeur en construction.

Depuis la fin de l'année 2023, il n'y a plus de sous-marin de la classe Kilo armé de missiles Kalibr à Tartous de façon permanente, le dernier ayant été relevé après être remonté en Baltique. Celui qui y a stationné temporairement à l'été 2024 appartient à la flotte du Pacifique. Les forces armées ukrainiennes ont affirmé, au début du mois d'août 2024, avoir coulé le *Rostov-sur-le-Don*,

5. « [Rossiâ deržit korabli v Sredizemnomor'e](#) » [La Russie maintient des navires en Méditerranée], 24TV, 21 janvier 2023, en russe.

un sous-marin de la classe Kilo mis à l'eau en 2014. De plus, les attaques de drones navals et de missiles sur les bâtiments stationnés dans les ports de Crimée ont contraint la marine russe à les déplacer vers celui de Novorossisk, situé plus au sud, perturbant d'autant l'approvisionnement en missiles Kalibr.

Tout bien considéré, la réduction du format de la flotte russe de la mer Noire et la diminution de la présence navale russe en Méditerranée amoindrirent les capacités de dissuasion conventionnelle de la Russie. Autrement dit, la guerre en Ukraine affecte sérieusement la posture russe en mer Noire et en Méditerranée. Cette situation ne devrait pas s'améliorer dans un proche avenir car la construction navale de surface russe connaît des difficultés supplémentaires du fait des sanctions occidentales. Les bâtiments de gros tonnage qui datent de la guerre froide et qui constituent toujours l'ossature de la flotte russe ne sont pas remplacés, obérant les capacités futures de la Russie à contrôler la mer. Une flotte moderne implique, en effet, de posséder un groupe aéronaval, nécessaire à la projection de puissance, et des bâtiments de grosse classe, nécessaires pour avoir la maîtrise en haute mer.

Malgré cela, la Russie manifeste, depuis 2022, un intérêt renouvelé pour les ports en mers chaudes. En Méditerranée, elle chercherait à obtenir des facilités à Tobrouk en Libye et s'intéresserait à l'île de Djerba en Tunisie et à Mers el-Kébir en Algérie. En mer Rouge, elle jetterait son dévolu sur Port-Soudan au Soudan et sur le port de Massawa en Érythrée. Si l'intention semble clairement affirmée, sa concrétisation dépend des capacités de la flotte, étant entendu qu'il est inutile de multiplier les points d'appui s'il n'y a pas de déploiements réguliers de navires. Vu les effectifs de la flotte russe en Méditerranée en ce moment, la base navale de Tartous suffit à son entretien. Une base navale à Tobrouk, situé non loin de Tartous, ne présenterait pas de plus-value particulière, si ce n'est qu'elle permettrait d'appuyer les efforts des forces terrestres et des mercenaires russes et qu'elle offrirait une alternative en cas de réduction de l'emprise russe en Syrie, ce qui paraît peu probable aujourd'hui.

LA CHINE : EXPANSION MARITIME ET OPPORTUNITÉS COMMERCIALES

L'expansion économique internationale de la Chine se traduit par une augmentation considérable de ses capacités maritimes commerciales, surtout depuis le lancement du projet des routes maritimes de la soie⁶. Selon le cabinet Clarkson Research qui fournit des statistiques sur les capacités maritimes, en 2023, la flotte des armateurs chinois a atteint 249,2 millions de tonnes brutes, représentant 15,9 % du commerce mondial soit environ 180 milliards de dollars en valeur. La Chine a ravi la première place mondiale à la Grèce dans ce secteur⁷. Ses capacités de transports maritimes s'accompagnent d'importants investissements dans les ports de la région comme ailleurs dans le monde. Ils sont destinés à améliorer la logistique commerciale chinoise en augmentant l'efficacité et le nombre des structures d'accueil des marchandises et/ou à les coupler avec des entrepôts voire des zones industrielles, ce qui permet aux entreprises chinoises de réaliser une intégration verticale totale de leurs activités.

La Chine s'est impliquée pour la première fois dans un port méditerranéen en 1975 lorsqu'elle a aidé Malte à construire une cale sèche pour la réparation de bateaux d'une capacité de 300 000 tonnes, baptisée par la population locale « port de la Chine rouge ». Treize ans plus tard, Pékin a participé au financement de la construction du terminal maltais Freeport⁸. L'accroissement des investissements portuaires chinois s'est accéléré dans les années 2000, principalement via trois grandes entreprises publiques chinoises : COSCO, China Merchant

6. Gerald Chan, *China's Maritime Silk Road. Advancing Global Development?*, Nouvelle-Zélande, Elgar Publishing, 2020.

7. Irène Ivanaj, « [China Overtakes Greece as Largest Commercial Fleet](#) », *Greek Reporter*, 16 août 2023.

8. Mélanie Shi, « ["China's Friend in Europe": Malta as a Chinese Entry Point to the Mediterranean](#) », *China Observers in Central and Eastern Europe* (CHOICE), 20 février 2024.

Port et Hutchison Port Holdings⁹. En 2006, COSCO et China Merchants Port Holdings-CMPH contrôlaient un quart du port de conteneurs de Malte. En 2016, COSCO a acquis 67 % de parts dans le port du Pirée en Grèce. Cette entreprise est aussi actionnaire majoritaire du port de Valence en Espagne et possède des parts dans des ports italiens (Gênes, Savone, Trieste et Naples), français (Fos) et portugais (Sines). La crise financière des subprimes en 2008 et les crises des dettes souveraines en 2010 ayant eu des répercussions sévères en Europe du Sud, la présence chinoise portuaire prenait son essor au cours de la décennie suivante. La Chine a offert à des gouvernements et des sociétés en grande difficulté de les aider à résorber ou à racheter leurs dettes, leur permettant d'améliorer leurs infrastructures et leurs activités. En 2022, le port du Pirée a vu transiter 5 millions de conteneurs faisant de lui le premier port commercial grec et le cinquième en Europe¹⁰.

L'extension des intérêts chinois dans les infrastructures portuaires gagne tout le pourtour méditerranéen : la Chine, via ses entreprises, est partie prenante par exemple dans le port de Cherchell en Algérie, ceux de Port-Saïd et d'Alexandrie en Égypte, d'Ashdod et de Haïfa en Israël, dans le terminal Kunport du port d'Istanbul Ambarli en Turquie et dans le port de Tanger au Maroc. La Tunisie améliorant ses relations avec la Chine, il se pourrait que cette dernière soit intéressée par le port de Bizerte¹¹. Afin de renforcer les synergies réticulaires entre les différents investissements et connecter tous les territoires visés par ses activités commerciales, la Chine a couplé ses investissements

9. Francesca Ghiretti *et al.*, [Research for TRAN Committee – Chinese Investments in European Maritime Infrastructure](#), European Parliament, Policy Department for Structural and Cohesion Policies, Bruxelles, 2023.

10. Amandine Hesse, « [Investissements chinois dans les ports européens : l'UE sur le pont](#) », *Euronews*, 24 janvier 2024.

11. Cette présence chinoise dans les ports européens s'étend au-delà de la région méditerranéenne pour remonter la façade atlantique jusque dans la mer Baltique. Rapport européen sur les possessions portuaires chinoises en Europe ; F. Ghiretti *et al.*, [Research for TRAN Committee – Chinese Investments in European Maritime Infrastructure](#), *op. cit.*

portuaires à des constructions ferroviaires rapides de façon à joindre différents points nodaux. C'est le cas, par exemple, de la ligne de chemin de fer qui relie le port du Pirée à Budapest et Belgrade ou bien, depuis 2015, de celle qui aboutit en Turquie via l'Azerbaïdjan et la Géorgie, offrant à Pékin une route alternative à celle du transsibérien russe.

Les ambitions maritimes de la Chine ne se limitent pas à conquérir la surface des océans et des mers, elles s'étendent aussi à d'autres activités lucratives comme la pose et l'exploitation de câbles de communication sous-marins. Si le rôle que joue Huawei Marine Networks (HMN) en Méditerranée reste mineur comparativement aux entreprises européennes et américaines, l'entreprise chinoise y a accru ses investissements. À titre d'exemple, HMN a développé le câble « Hannibal » reliant la Tunisie à l'Italie en 2009¹². Le câble « Peace » qui relie le Pakistan à l'est de l'Afrique via Djibouti passe le long du détroit de Bab-el-Mandeb et rejoint la zone de coopération économique et commerciale de Teda sur le bord du canal de Suez en Égypte. Au-delà du câble « Peace », les entreprises chinoises ont construit et/ou pris des participations dans neuf autres câbles sous-marins traversant la région du Moyen-Orient, devenu dans ce secteur le plus important client de la Chine¹³. En revanche, les entreprises chinoises ne semblent pas, pour l'instant, manifester d'intérêt particulier pour l'exploration ou l'exploitation des gisements énergétiques en eaux profondes, comme les bassins gaziers au large de la Turquie et de Chypre. Il est très probable que l'une des explications à ce « manque » d'intérêt soit l'environnement conflictuel qui entoure ces gisements opposant des États qui sont tous partenaires de Pékin. L'autre raison majeure serait la volonté de Pékin de ne pas aller à l'encontre des intérêts énergétiques de Moscou qui, jusqu'à la guerre en Ukraine, dépendait de la région pour ses exportations de gaz¹⁴.

12. Dale Aluf, « [China's Subsea-Cable Power Play in the Middle-East and in North Africa](#) », Atlantic Council, mai 2023.

13. *Ibid.*

14. Frank Umbach, « [China's Belt and Road Initiative and the Mediterranean Region](#) », *Mediterranean Dialogues Series*, 14, Konrad Adenauer Stiftung, 12 avril 2018.

Par ailleurs, la Chine développe depuis deux décennies, de manière plus régulière, sa diplomatie militaire en Méditerranée, essentiellement par le biais de la projection de ses forces navales¹⁵. Les visites militaires de haut niveau y ont été plus fréquentes. En 2019, le ministre de la Défense, Wei Fenghe, a rencontré le président égyptien, Abdel Fattah al-Sisi¹⁶. En 2023, le chef des armées algériennes se rendait en Chine où il exprimait l'intérêt de son pays pour l'industrie chinoise des drones mais aussi de la construction de navires¹⁷. Les visites de navires militaires chinois sont également plus fréquentes depuis les années 2010. En 2018, ont été concernés les ports d'Alger¹⁸, de Casablanca¹⁹ et de la Goulette²⁰. De l'autre côté de la Méditerranée, on peut citer de telles visites en 2013 et 2019 au Portugal²¹ ; en 2015 et 2017 en Grèce ; en 2015 en Italie²² et en Turquie²³. Pékin conduit aussi des exercices conjoints avec certaines forces militaires de la région. En 2010, la Chine a participé aux exercices tactiques-vols internationaux « Aigles anatoliens » sur la base aérienne turque de Konya. C'était la première participation chinoise à des exercices militaires conjoints se déroulant sur un territoire de l'OTAN

15. Michael D. Swaine, « [The PLA Navy's Strategic Transformation to the "Far Seas": How Far, How Threatening, and What's to be Done?](#) », Conference Chapter : *Going Global? The People's Navy in a Time of Strategic Transformation*, China Maritime Studies Institute of the Naval War College, Newport, 2019.

16. Yang Yi, « [China, Egypt to Further Enhance Defense Cooperation](#) », Xinhua, 23 mars 2019.

17. « [Algeria Shows Interest in China's Expertise in Building Warships](#) », *Asharq Al-Awsad*, 20 novembre 2023.

18. « [Chinese Naval Ships Visit Algeria](#) », *Chinese Military Online*, 9 janvier 2018.

19. Panyue Huang, « [Chinese Naval Ships visit Morocco](#) », *Chinese Military Online*, 26 janvier 2018.

20. Panyue Huang, « [Chinese Naval Escorts Taskforces Visits Tunisia](#) », *Chinese Military Online*, 1^{er} janvier 2018.

21. Jiayao Li, « [Chinese Navy Ship Xi'an Arrives in Lisbon for Technical Renewal](#) », *Chinese Military Online*, 7 juillet 2019.

22. « [China Navy Fleet Visits Italy](#) », New China TV, 9 juin 2015.

23. Joshua Kucera, « [Chinese, Turkish Navies Trade Port Calls](#) », *Eurasianet*, 28 mai 2015.

avec l'assentiment de l'institution de défense²⁴. La présence militaire de la Chine en Méditerranée est perçue comme plus problématique depuis que Pékin et Moscou y ont entrepris des exercices navals communs en 2015. À cette occasion, deux frégates chinoises, le *Linyi* et le *Weifang*, accompagnées du navire ravitailleur *Weishanhu*, sont venues du golfe d'Aden où ils assurent des missions de lutte contre la piraterie, pour participer avec six navires russes conduits par le croiseur *Moskva* à des manœuvres visant, selon le porte-parole du ministère chinois de la Défense de l'époque, Geng Yansheng, « la défense maritime, les missions d'escorte et de ravitaillement, la sauvegarde de la sécurité de la navigation internationale, et des exercices de tirs à balles réelles²⁵ ». En 2017 et 2018, des bâtiments de la marine chinoise sont passés par la Méditerranée en direction de la mer Baltique pour des exercices communs avec la Russie²⁶. Ces dernières années, les forces navales chinoises et égyptiennes ont aussi effectué plusieurs exercices maritimes en Méditerranée, à l'image de celui réalisé en août dernier sur les côtes d'Alexandrie²⁷.

Pour conclure ce troisième point, la Russie et la Chine n'ont pas la même approche de la mer Méditerranée. La présence des forces navales russes, de même que l'intérêt manifesté par Moscou pour des infrastructures portuaires, viennent soutenir un projet politique d'affirmation de puissance et s'insèrent dans un dispositif militaire pensé au niveau régional. Sans l'annexion de la Crimée et sans l'intervention militaire en Syrie, la Russie n'aurait pas pu accroître ses capacités opérationnelles en Méditerranée de manière aussi significative. L'influence maritime de la Chine est pour sa part d'abord et surtout envisagée

comme un moyen de protéger et promouvoir des intérêts économiques. Cependant, la projection de nouvelles capacités navales chinoises obéit également à une volonté de contester la domination occidentale et l'ordre mondial. Ce tournant dans la posture chinoise est propice à concilier les approches russes et chinoises en Méditerranée. Cette appréciation vaut aussi concernant les atouts économiques et énergétiques que la région présente.

24. Chris Zambelis, « [Sino-Turkish Strategic Partnership: Implications of Anatolian Eagle 2010](#) », The Jamestown Foundation, *China Brief*, 11 (I), 14 janvier 2011.

25. Cité dans Carlos Echeverría Jesús, « [Chinese Military Influence in the Mediterranean](#) », IEMed, *Mediterranean Yearbook* 2023.

26. Ondrej Ditrych, Alice Ekman, « [Rehearsing for War. China and Russia's Military Exercises](#) », EUISS, Brief 11, juillet 2024.

27. « [China and Egypt Wrap up Joint Naval Exercises in Mediterranean](#) », *NEWS.AZ International*, 22 août 2024.

IV. UNE VISION COMMUNE DE L'ARME ÉNERGÉTIQUE ET COMMERCIALE

La Chine et la Russie entretiennent avec les États du pourtour de la Méditerranée des relations commerciales nourries et souhaitent tirer davantage profit de leur potentiel économique. Si Pékin est beaucoup mieux doté que Moscou pour remplir cet objectif, leur expansion économique dans la région semble pour l'instant ne pas se faire au détriment de l'autre. Toutefois, les disparités de puissance économique qui s'accroissent depuis le début de la guerre en Ukraine donnent un avantage certain à Pékin dans la région. Ayant un PIB près de neuf fois supérieur à celui de la Russie, la Chine entretient des relations commerciales sans commune mesure avec les pays riverains de la Méditerranée, à l'exception notable de la Turquie.

LA MÉDITERRANÉE, UN INTÉRÊT ÉCONOMIQUE PRÉPONDÉRANT POUR LA CHINE

Depuis le début du XXI^e siècle, et plus encore depuis le lancement du projet des routes de la soie terrestres et maritimes par Xi Jinping, la Méditerranée est devenue une région primordiale pour les intérêts économiques chinois car elle peut absorber les surplus de production chinois et participer au maintien de la croissance économique du pays¹. Les États membres de l'Union européenne (UE) y sont ses premiers partenaires commerciaux² ; l'Europe centrale et les Balkans représentent des marchés en devenir, tout comme les États du Moyen-Orient ; la Syrie promet des bénéfices pour une reconstruction après guerre. De nombreux États de l'Europe du Sud (Espagne, Grèce, Turquie, Italie) sont des économies à revenus intermédiaires et constituent des

1. Émilie Tran, Yahia Zoubir (dir.), *China and the Mediterranean. An Arena of strategic Competition?*, Londres, Routledge, 2015.

2. Gustaaf Geeraerts, « The EU-China Partnership: Balancing Between Divergence and Convergence », *Asian Europe Journal*, 17, 2019, p. 281-294.

débouchés pour les produits chinois, y compris de haute technologie, quand d'autres sont susceptibles d'améliorer ses capacités (Israël, Turquie). Sur les 19 États riverains de la Méditerranée, 14 ont signé des mémorandums pour adhérer au projet des routes de la soie entre 2015 et 2022. La Turquie a été le premier pays de la région à adhérer au projet chinois, tandis que la Syrie est le dernier, ouvrant de nouvelles perspectives pour la Chine dans ce pays qui, selon son président, Bachar el-Assad, fait historiquement partie de la route de la soie³. La région méditerranéenne est aussi la seule où un État a quitté ces mêmes accords : l'Italie qui y avait adhéré en 2019 a décidé d'en sortir en 2023⁴, rejoignant la France, l'Espagne, le Liban et Israël comme États méditerranéens non membres des routes de la soie.

La Chine s'approvisionne en énergie auprès de trois États méditerranéens, l'Algérie, la Libye et l'Égypte, alors que ses principaux fournisseurs sont l'Arabie saoudite, l'Iran et l'Irak. Comme le montrent les données du tableau 2, les importations de la Chine en énergie ont augmenté au rythme des besoins engendrés par sa croissance économique. L'Égypte est le seul État qui depuis 2001 a vu la valeur des importations chinoises énergétiques baisser de presque 90 %, passant de 1 822 millions de dollars à 195 millions. Au contraire, sur la même période, la Libye a vu le montant des importations énergétiques chinoises multiplié par 42, et ce en dépit des difficultés internes de 2011. Ces valeurs restent très en dessous de celles de l'Iran, de l'Irak et de l'Arabie saoudite. En 2023, ces deux derniers annonçaient, respectivement, un montant de 35 188 millions et 54 758 millions de dollars.

3. « [Syria Joins BRI Amid Extensive China-Mideast Exchanges](#) », *Global Times*, 22 janvier 2023.

4. Ilaria Mazzocco, Andrea Leonard Palazzi, « [Italy Withdraws from China's Belt and Road Initiative](#) », CSIS, *Critical Questions*, 14 décembre 2023.

Tableau 1

Disparités de puissance économique et commerciale Chine-Russie
(en milliards de dollars)⁵

Entité	2023	2023	2023	2023	2023	2023
	Population (en millions d'habitants)	Produit intérieur brut	Volume des échanges avec la Chine	Part des exportations chinoises ⁶	Volume des échanges avec la Russie	Part des exportations russes ⁷
Chine	1 410	17 790	-	-	240,1	54 %
Russie	143	2 020	240,1	46 %	-	-
UE	449	18 350	291	non disponible	89	56,9 %
France	68	3 030	79,4	53 %	5,8	62,6 %
Espagne	48	1 580	48,5	81,7 %	4,3	78,6 %
Grèce	10	238	13,6	93,8 %	2,7	96,2 %
Italie	58	2 250	71,7	62 %	9,4	46,5 %
Portugal	10	287	8,7	66,5 %	0,4	88,6 %
Algérie	45	240	10,3	91,8 %	3,7	inconnu
Égypte	112	396	15,8	94,4 %	5,5	90,5 %
Libye	6,8	50	6,1	63,9 %	0,3 (2021)	99,9 % (2021)
Syrie	23	9	1,9	18,7 %	0,6 (2021)	97,9 % (2021)
Turquie	85	1 110	43,39	89,6 %	56,5	80,7 %

5. Sources : Pour le PIB et le nombre d'habitants : chiffres de la [Banque mondiale](#) ; pour le volume des échanges avec la Chine en 2023 : agrégat des chiffres donnés par Trading Economics concernant les [importations](#) et les [exportations](#) ; pour le volume des échanges avec la Russie en 2023 : sources, souvent lacunaires, de Trading Economics et de « United Nations COMTRADE database on international trade », complétées, le cas échéant, grâce à des déclarations officielles et des articles de presse. La part des exportations a été calculée par une simple règle de trois.

6. Lecture : En 2023, les exportations chinoises représentent x % du volume des échanges entre la Chine et le pays concerné.

7. Lecture : En 2023, les exportations russes représentent x % du volume des échanges entre la Russie et le pays concerné.

Tableau 2

Valeurs des importations chinoises d'énergie
(en million de dollars US)⁸

Entité	2001	2014	2023
Algérie	66	1 155	657
Libye	52	704	2 198
Égypte	1 822	803	195
Iran	21 260	20 804	Inconnu
Irak	715	20 759	35 188
Arabie saoudite	1 888	37 254	54 758

À l'exception des trois États qui exportent des hydrocarbures en Chine (Algérie, Libye et Égypte), la plupart des balances commerciales des autres économies de la région présentent un déficit au profit de la Chine, en dépit d'un accroissement majeur des importations chinoises en provenance de ces États. En 2022, Pékin occupait le premier rang des pays importateurs pour les produits (hors énergie) d'Israël, de la Turquie et de la Grèce. Comme le montre le tableau 3, la valeur des productions chinoises exportées dans ces pays a aussi augmenté, surtout entre 2001 et 2014. À titre d'exemple, entre 2001 et 2023, la valeur des exportations chinoises en Algérie a été multipliée par 42, en Turquie par 57, au Maroc par 60 et au Portugal par 222. Ces augmentations ont été plus marquées dans les États méditerranéens d'Afrique du Nord et du Levant et dans les « petits » États de l'Europe du Sud qu'avec les partenaires européens plus anciens tels que la France ou l'Espagne.

8. Source : [Data Base ChinaMed](#).

Tableau 3

Évolution des échanges commerciaux de la Chine avec les pays
méditerranéens (en millions de dollars)⁹

	2001*		2014*		2023*	
Échanges Pays	Volume des importations chinoises	Volume des exportations chinoises	Volume des importations chinoises	Volume des exportations chinoises	Volume des importations chinoises	Volume des exportations chinoises
France	4 106	3 701	27 034	28 975	37 376	42 094
Espagne	714	2 296	6 203	21 501	8 897	39 661
Italie	3 784	3 991	19 284	28 759	27 232	44 536
Portugal	71,5	260	1 663	3 137	2 914	5 794
Chypre	1,3	116	62	1 037	36	957
Grèce	58	693	345	4 185	825	12 798
Malte	71	80	591	3 192	643	1 828
Turquie	230	674	3 705	19 305	4532	38 919
Algérie	70	222	1 314	7 395	873	9 498
Libye	54,2	41	726	2 157	2 201	3 917
Maroc	84,3	106	981,4	2 963	518	6 477
Tunisie	3,2	299	211	1 235	245	2 024
Égypte	80	873	1 159	10 460	880	14 980
Israël	483	832	3 140	7 739	8 395	15 023
Liban	2,6	235	2,5	2 604	64	2 389
Syrie	0	223	2,1	984	1,6	357

* L'année 2001 correspond au début de la croissance soutenue des échanges ; 2014 au début des routes de la soie ; 2023 aux dernières données disponibles.

Pour accompagner ses flux commerciaux, et conformément au plan des routes de la soie, la Chine a accru dans ces États ses investissements dans les infrastructures (routes, chemins de fer, ports) financés par des prêts accordés soit par des banques chinoises commerciales, soit par la Banque asiatique d'investissement. Non seulement ces investissements ont été et sont un atout pour les entreprises chinoises choisies pour les réaliser avec leur propre main-d'œuvre, mais cela permet aussi d'améliorer la

9. Source : [Data Base ChinaMed](#).

logistique du commerce chinois. Le boom des investissements chinois en Méditerranée semble toutefois être passé et s'être délocalisé vers les économies du Golfe¹⁰. Selon les données recensées par le projet ChinaMed, la valeur des contrats remportés par des entreprises chinoises dans les cinq États méditerranéens du Moyen-Orient et du Levant sont passés de 9 527 millions de dollars en 2016 à 6 207 millions en 2022, alors que cette même année ce montant s'élevait à 9 710 millions de dollars en Arabie saoudite. Cependant, les contrats signés et/ou les besoins des entreprises locales ont augmenté le nombre de travailleurs chinois sous contrat, passé de 6 816 individus recensés en 2016 à 22 205 en 2022. C'est en Israël que ces derniers ont le plus augmenté (385 en 2016 et 13 538 en 2022) et c'est en Turquie que leur nombre a le plus diminué (7 949 en 2016 et 648 en 2022)¹¹.

Les États d'Afrique du Nord connaissent en revanche une baisse parallèle de la valeur des contrats et du nombre de travailleurs chinois enregistrés. En 2016, la valeur des contrats attribués à des entreprises chinoises s'élevait à 6 816 millions de dollars contre 4 326 millions en 2022. Si la baisse a été continue au Maroc et en Tunisie, la valeur de ces contrats a connu entre 2016 et 2022, une augmentation en Algérie (de 1 549 à 3 984 millions de dollars) et en Libye (de 8,8 à 29,6 millions de dollars). C'est surtout le nombre de travailleurs chinois sous contrat dans ces États qui a baissé de manière spectaculaire (91 %), passant de 92 914 individus répertoriés à 7 856. Cette diminution est principalement due à l'Algérie où le nombre de ces travailleurs atteignait 91 596 individus en 2016 contre 7 462 en 2022¹².

De manière générale, les États d'Europe du Sud ont enregistré des montants de contrats alloués à des entreprises chinoises plus faibles que ceux des pays méditerranéens du Moyen-Orient et du Levant. Ainsi en 2016, l'ensemble des 10 pays retenus totalisait 2 143 millions de dollars soit 4 fois moins que les 5 États

méditerranéens du Moyen-Orient et du Levant. Ce montant a connu une légère hausse, atteignant, en 2022, 4 239 millions de dollars. Cette hausse est le fait de petits pays comme la Croatie (1 million de dollars en 2016 contre 109 millions en 2022) ou moyens comme le Portugal (74,6 millions de dollars en 2016 contre 557 millions en 2022). De même, le nombre de travailleurs chinois sous contrat déclarés dans ces États n'a jamais été très élevé si on le compare aux autres régions de la Méditerranée examinées ci-dessus (entre 2 144 en 2016 et 2 578 en 2022)¹³.

La présence économique chinoise est loin de se cantonner à l'exportation de biens de consommation ou aux investissements dans les infrastructures. Elle se traduit aussi depuis deux décennies par des prises de participation croissantes et des rachats d'entreprises « stratégiques » de la région. Outre les ports, les entreprises privées chinoises sont aujourd'hui actionnaires et/ou propriétaires d'entreprises énergétiques majeures. En 2011, la société China Three Gorges Europe est entrée au capital de la principale entreprise de production d'énergie au Portugal (EDP Energias de Portugal) et détient une participation de 49 % dans EDPR (Portugal), une filiale du groupe d'électricité qui contrôle un portefeuille d'actifs éoliens terrestres dans le pays¹⁴. En 2014, la Société Shanghai Electric Power a acquis 33 % de la société

13. De fait, l'une des principales critiques adressées aux projets d'investissement chinois, particulièrement d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient/Levant est l'utilisation quasi exclusive d'une main-d'œuvre chinoise alors que la population locale est jeune et sans emploi. Depuis une décennie, Pékin prend en considération ces critiques et accompagne ses investissements de projets de coopération éducatifs de formation de la main-d'œuvre locale, au niveau supérieur ou secondaire. Il s'agit de programmes de formation professionnelle supérieure à destination des jeunes locaux (les *Luban Workshop*), dans des domaines industriels et technologiques en lien avec la Chine. On trouve des programmes *Luban* en Égypte, au Maroc, au Portugal et la Turquie envisage son ouverture dans les deux années à venir. Avec les instituts Confucius comme outil de coopération et d'échange avec les universités étrangères, ces formations professionnelles contribuent à augmenter l'influence de la Chine dans ces États, la présentant comme une puissance majeure positive.

14. [Site Web de la Compagnie CTG.](#)

10. Leonardo Bruni, « [Exploring New Data on Sino-Mediterranean Relations: Trade, Energy, Security and Contracts](#) », *ChinaMed Observer*, 2023.

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

maltaise de services publics Enemalta¹⁵. L'entrée de la Chine dans le secteur énergétique grec a commencé en 2016 avec l'acquisition par la société chinoise State Grid Corporation d'une participation de 24 % dans ADMIE, le gestionnaire du réseau national de transport d'électricité de la Grèce. Un an plus tard, ADMIE a signé un protocole de coopération avec la China Development Bank afin d'obtenir un financement pour connecter l'île de Crète au réseau national¹⁶. La Chine entretient aussi dans la région des coopérations en matière de nucléaire civil. C'est le cas depuis 2016 avec la Turquie. Des négociations en cours devraient y accroître la part des intérêts chinois dans la construction de centrales¹⁷, peut-être pour la première fois au détriment de Moscou. Le nucléaire est aussi un domaine que l'Algérie souhaite développer plus avant avec la Chine¹⁸.

Parmi les autres secteurs majeurs de l'implantation des entreprises privées chinoises figurent les nouvelles technologies et les télécommunications. Cette montée en gamme de l'intérêt économique chinois fait écho au souhait émis par Xi Jinping en 2014 d'ajouter un volet digital aux routes de la soie¹⁹. Depuis, les entreprises privées chinoises du secteur sont encouragées à investir à l'étranger, ce qu'elles faisaient déjà dès le début des années 2000. Depuis 2002, la majorité des investissements chinois dans le secteur des nouvelles technologies en Méditerranée se concentrait en Israël. Selon les données réunies par Yoram Evron, entre 2013 et 2020, les entreprises chinoises ont réalisé plus de 400 investissements séparés pour une valeur totale d'environ

15. Melanie Shi, « [“China’s Friend in Europe”: Malta as a Chinese Entry Point to the Mediterranean](#) », *China Observers in Central and Eastern Europe*, 20 février 2020.

16. « [Shift in Chinese Energy Investments Set to Help Greece Reach Climate Targets](#) », *Clean Energy Wire & China Dialogue, Dialogue Earth*, 17 décembre 2020.

17. Hancan Kazanci, « [Türkiye, China to Finalize Nuclear Deal in 'Few Months,' Says Turkish Energy Min.](#) », *Anadolu Agency*, 24 mai 2024.

18. « [China, Algeria to Deepen BRI Cooperation Amid Tebboune’s Visit](#) », *Global Times*, 19 juillet 2023.

19. Jing Chen, Jinghan Zeng, « “Digital Silk Road” as a Slogan Instead of a Grand Strategy », *Journal of Contemporary China*, 33 (149), septembre 2024, p. 823-838.

11 à 14 milliards de dollars, alors qu'il n'en comptabilise que 34 d'un montant total de 1,6 milliard pour toute la décennie précédente. Quatre-vingt-quinze pour cent de ces investissements, essentiellement sous forme de fonds de capital-risque, se sont dirigés vers l'industrie des hautes technologies²⁰. La société Huawei, l'entreprise chinoise phare dans le secteur, est très bien implantée dans toute la région. Elle y a développé des centres de recherche et développement (R&D) dans les domaines des innovations du Cloud, des gestions de données et des villes intelligentes. Huawei a ouvert en Turquie son centre de R&D, devenu depuis le deuxième plus grand centre de R&D en dehors de la Chine : de 2010 à 2021, il aurait reçu jusqu'à 184 millions de yuans renminbi (25 millions de dollars) de la maison mère pour son fonctionnement²¹. L'entreprise qui fournit des technologies pour les systèmes des chemins de fer marocains, a implanté à Tanger un centre logistique et est impliquée dans la construction et le lancement du projet « Marrakech ville sûre »²². Directement lié au projet des routes de la soie digitales, le Forum de coopération satellitaire Beidou entre la Chine et les pays arabes a prévu de déployer les moyens et les technologies satellitaires dans les domaines de l'environnement, des catastrophes naturelles et des transports avec l'Algérie, le Liban et le Maroc²³.

La Chine trouve aussi en Méditerranée des marchés pour son industrie d'armement. Pékin se classe au quatrième rang mondial pour les ventes d'armes et vend dans le monde entier presque toutes les catégories d'équipements militaires conventionnels, y compris des drones, des MANPADS, des sous-marins, des navires de surface, des systèmes de missiles surface-air et des

20. Yoram Evron, « Israel and China », dans Joël Peters, Rob Geist Pinfeld, *Routledge Handbook on Israel's Foreign Relations*, Londres, Routledge, 2024, p. 204-214.

21. Xinhua, « [Turkey to Continue to Support Huawei's R&D Center in Istanbul: Minister](#) », *China Daily*, 11 novembre 2021.

22. Dale Aluf, « [China's Tech Outreach in the Middle East and North Africa](#) », *The Diplomat*, 17 novembre 2022.

23. *Ibid.*

avions de combat²⁴. Les États méditerranéens se tournent vers la Chine afin de diversifier leurs fournisseurs. Ils optent aussi pour des systèmes d'armements chinois car ils sont moins chers que ceux proposés par les pays occidentaux. Bien qu'ils soient parfois considérés comme moins fiables, ils s'accompagnent souvent d'incitations comme des donations ou des options de paiements plus flexibles. Si les contrats de vente d'armes chinoises dans la région demeurent moindres que les contrats russes, Pékin y a accru ses parts de marché au cours des dernières années. Les statistiques du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) pour 2023 font de Pékin le troisième fournisseur d'armement d'Alger, représentant 14 % des importations d'armes du pays²⁵. Depuis 2022, l'Égypte est en négociation avec la Chine pour l'achat d'environ 12 avions de combat multi-rôle J-10 Vigorous Dragon²⁶. De plus, depuis 2017, du fait des restrictions décidées par Washington sur ses ventes d'armes, Le Caire s'est tourné vers Pékin pour équiper son armée de l'air en drones chinois, Wing Loong²⁷. Le Maroc semble aussi devenir un client régulier de la Chine. En 2023, la Marine royale marocaine a présenté son nouveau système de missiles antichars chinois HJ-9A, le Red Arrow 9A²⁸. Enfin, il semblerait aussi que Pékin fournisse les forces libyennes, en dépit de l'embargo international sur les ventes d'armes²⁹.

24. RAND (National Security Division), « [China's Security Exports](#) ».

25. Pieter D. Wezeman *et al.*, « [Trends in International Arms Transfers, 2023](#) », SIPRI Fact Sheets, mars 2024.

26. « [Egypt in Advanced Talks to Purchase 12 Chinese J-10 Vigorous Dragon Fighter Jets](#) », The North Africa Post, 26 mai 2023.

27. « [Egypt, China and Wing Loong I-D Drones](#) », *Tactical Report*, 27 janvier 2022. L'Égypte s'intéresserait à l'achat d'avions de chasse chinois, à défaut de pouvoir s'en procurer auprès des Américains. Paul Iddon, « [Egypt Looks Elsewhere to Get the Stealth Fighters the US Reneged on](#) », *Business Insider*, 25 août 2024.

28. Zaina Jnina, « [Le système de missile antichar chinois HJ-9A exhibé par la Marine Royale](#) », *Hespress*, 30 mai 2023.

29. « [Italy Seizes Chinese-Made Military Drones Destined for Libya](#) », Reuters, 2 juillet 2024.

Certains États de la région ont vendu armes et technologies militaires à la Chine. Ce fut le cas des États européens comme la France ou l'Italie, mais l'embargo sur les ventes d'armes, décrété par l'Union européenne en 1989 à la suite des événements de Tiananmen et toujours en vigueur, a gelé en partie ce commerce. Jusqu'à très récemment, Israël a intéressé Pékin à la fois par ses capacités technologiques et militaires (notamment en matière de cybersécurité). La seule velléité de vente d'armes par Israël à la Chine (système Phalcon) en 2000 a été contrecarrée très fermement par Washington³⁰. Depuis, seuls des transferts de technologie sont connus³¹, ayant aussi donné lieu à des rebuffades des États-Unis comme avec l'incident Harpy³². L'industrie militaire de la Turquie, très dynamique, semble toujours intéresser la Chine sans qu'il y ait eu de coopérations ou de nouveaux échanges commerciaux entre les deux États ou leurs entreprises, et ce depuis 2015 et l'affaire de l'annulation par Ankara de son achat d'un système de défense de missile longue portée FD-2000 chinois³³.

En somme, les investissements réalisés par Pékin améliorent la logistique de ses échanges commerciaux, accroissent les bénéfices de ses entreprises et lui assurent une préséance technologique pour l'établissement des normes liées aux nouvelles technologies, tout en participant au développement des États de la région. L'expansion économique chinoise en Méditerranée n'a pas été linéaire dans le temps : après une décennie florissante entre 2008 et 2018, elle est ralentie sous l'effet de plusieurs facteurs. Parmi eux, on peut citer le mécontentement des populations locales à l'égard de projets d'infrastructures chinoises sans résorption du chômage local, la diminution des capacités

30. Shira Efron *et al.*, *The Evolving Israel-China Relationship*, Santa Monica, RAND Publication, 2019 ; Y. Evron, « Israel and China », *op. cit.*, p. 204-214.

31. « [IAI Deepens its Ties in China's Civil Aviation Market](#) », IAI Press release, IAI Website, 12 janvier 2016.

32. *Ibid.* ; « [USA and Israel in Crisis over Harpy Deal](#) », *FlightGlobal*, 4 janvier 2005.

33. Sitki Egeli *et al.*, *From Client to Competitor: The Rise of Türkiye's Defence Industry*, IISS Research Papers, 1^{er} mai 2024.

chinoises d'investissements dans des grands projets des routes de la soie, amplifiée par la crise du COVID et la stagnation des marchés économiques européens. Si Pékin envisageait une reprise après 2020, cette dernière n'a pas été à la hauteur de ses espérances et les conflits successifs en Ukraine en 2022 et au Moyen-Orient en 2023 l'obligent à reconsidérer le déploiement de ses intérêts en Méditerranée.

LA MÉDITERRANÉE, UN ESPACE D'OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES POUR LA RUSSIE

La Russie investit dans des projets énergétiques et développe des relations commerciales avec la plupart des pays de la Méditerranée. En plus de dégager des profits économiques, elle cherche par ce biais à évincer ou à diviser ses concurrents occidentaux. Les compagnies énergétiques russes sont particulièrement impliquées dans des projets d'extraction de gaz et de pétrole, ainsi que dans la construction de centrales nucléaires, dans les pays avec lesquels Moscou entretient des relations de défense et une coopération militaire directe – cette tendance s'étant accentuée depuis l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022.

La Turquie, qui importe 97 % de ses besoins en énergie, est de loin le premier partenaire commercial de la Russie dans la région. La Russie est devenue son premier partenaire commercial en 2022, conservant sa place en 2023 en dépit d'une contraction des échanges de 16,9 %. Le volume de leurs échanges a quasiment doublé entre 2021 et 2023, pour atteindre 65 milliards de dollars, alors que la part des exportations russes est restée autour de 80 %. Tout en cherchant à se poser en médiateur dans le conflit, Ankara a largement bénéficié des retombées de la guerre en Ukraine. La Turquie a considérablement augmenté ses importations de pétrole russe pendant cette période. Depuis le début de l'année 2024, ses achats d'hydrocarbures tendent à s'infléchir sous la menace des sanctions secondaires américaines. Les exportations turques vers la Russie continuent quant à elles

de progresser, les Russes se fournissant en biens d'équipement et en voitures qu'ils ne peuvent plus se procurer en Europe³⁴.

Si Moscou et Ankara se situent dans des camps opposés en Syrie, en Libye, et, dans une moindre mesure, dans le Caucase du Sud et en Ukraine, ils restent interdépendants sur le plan économique. Les compagnies pétrolières russes Rosneft et Transneft ont été impliquées dans la construction du gazoduc Turkstream reliant la Russie à la Turquie via la mer Noire. Rosatom a construit la première centrale nucléaire turque, inaugurée en 2023, à Akkuyu sur le rivage méditerranéen. En 2024, le gouvernement turc lui a préféré un consortium franco-japonais, composé d'Areva et de Mitsubishi, pour construire une deuxième centrale nucléaire. La Turquie, membre de l'OTAN, s'approvisionne aussi en armes auprès de la Russie ; elle a notamment acheté, en 2019, un système de défense aérienne russe S-400 en signe d'indépendance vis-à-vis de Washington.

Au sud de la Méditerranée, la Russie consolide aussi ses relations commerciales depuis l'invasion de l'Ukraine et rehausse ses partenariats de défense avec deux pays influents : l'Algérie et l'Égypte. En 2022, ces deux pays représentaient environ 90 % des exportations d'armes russes vers l'Afrique³⁵. Les relations commerciales avec l'Algérie s'approfondissent et le volume des échanges a atteint 3,7 milliards de dollars en 2023, notamment du fait de l'augmentation significative des exportations de céréales russes. Les relations sont très déséquilibrées, la part des exportations russes représentant 99,4 % du volume des échanges. La Russie est le premier fournisseur d'armes de l'Algérie qui est son troisième client après l'Inde et la Chine. Si leur relation commerciale est dominée par les ventes d'armes, elle se développe aussi grâce à des projets énergétiques. Gazprom met en œuvre avec la compagnie d'État algérienne Sonatrach le projet El Assel finalisé

34. Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, « [Commerce extérieur turc 2023](#) », Direction générale du trésor, 19 avril 2024.

35. Adam R. Grissom, Samuel Charap *et al.*, « [Russia's Growing Presence in Africa. A Geostrategic Assessment](#) », Research report, RAND Corporation, 2022, p. 12.

en juillet 2022. Les deux champs gaziers considérés devraient entrer en service en 2028. Les deux pays ont signé, en juin 2023, un partenariat stratégique renforcé.

L'Égypte reste quant à elle le principal partenaire commercial de la Russie au Moyen-Orient, représentant un tiers de son volume commercial avec l'Afrique. Les ventes d'armes sont toutefois en baisse. Entre 2016 et 2020, la Russie était son premier fournisseur dans ce domaine avant de céder la place à l'Allemagne et à l'Italie. Les relations entre les deux pays sont aussi importantes dans le domaine énergétique. En 2016, la compagnie pétrolière russe Rosneft y a acquis une participation de 30 % dans la concession Shorouk ; en 2024, une autre compagnie pétrolière russe, Lukoil, s'est engagée dans l'exploration et l'exploitation d'une nouvelle section du champ pétrolier de West Ash El Mallaha. Rosatom, entreprise publique russe spécialisée dans l'énergie atomique, construit actuellement la première centrale nucléaire égyptienne, située à El Dabaa. La Russie fournit également des technologies modernes à l'Égypte, s'impliquant dans la modernisation de ses infrastructures industrielles, en particulier autour de Port-Saïd. Enfin, les importations de blé en provenance de Russie ont aussi augmenté depuis 2022.

La Russie se targue d'exercer une influence militaire importante en Syrie et en Libye, mais son poids économique y est relativement dérisoire et notablement inférieur à celui de la Chine. Le volume des échanges de la Russie avec la Libye et la Syrie était respectivement de 331 millions et 606 millions de dollars en 2021 (derniers chiffres disponibles), alors que celui avec la Chine se montait à 6,1 milliards et 1,6 milliard de dollars en 2023, soit près de vingt fois plus dans le cas libyen et trois fois plus dans le cas syrien. Dans les deux pays, le poids des importations russes dans les échanges est écrasant. Étant donné la faiblesse de leurs économies, ces relations économiques et commerciales avec la Russie ne sont toutefois pas sans importance, notamment pour la Syrie, pays détruit par la guerre, qui avait un PIB de 9 milliards de dollars en 2023 pour une population de 23 millions d'habitants et qui est soumis à un sévère régime de sanctions. Divers accords y ont donné la prééminence à Moscou dans le domaine

énergétique. Entre 2016 et 2022, des sociétés liées à E. Prigojine et sa SMP Wagner ont conclu plusieurs accords gaziers et pétroliers. En 2018, un accord signé par Evro Polis a en outre conféré à la Russie l'exclusivité de la production de gaz et de pétrole dans les secteurs du pays repris à l'État islamique³⁶. En 2021, le gouvernement syrien a accordé les droits d'exploration offshore du « Bloc 1 » à Soyuzneftegas, une autre compagnie russe. En Libye, où la compagnie gazière russe Gazprom a participé à un compendium russo-allemand à partir de 2007 et où la compagnie pétrolière russe Tatneft opère depuis 2011, la Russie profite aussi du renforcement de sa coopération militaire avec le gouvernement du maréchal Haftar pour conclure de nouveaux accords.

Au nord de la Méditerranée, où les échanges commerciaux étaient souvent dominés par les ventes d'hydrocarbures russes, les positions commerciales de la Russie sont partout, à l'exception de la Turquie, en net recul depuis l'invasion de l'Ukraine. Les pays riverains de la Méditerranée membres de l'UE, la France, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Grèce, Chypre et Malte, appliquent la politique européenne de sanctions à l'égard de la Russie, notamment sur le pétrole. On observe une réduction drastique des échanges, les cas les plus édifiants étant, comme le montre le tableau 4, Malte avec lequel le volume des échanges est passé de 2 384 millions de dollars en 2021 à 1,3 million en 2023 ou encore l'Italie avec laquelle le volume des échanges est passé de 22 milliards à 5,8 milliards sur la même période, alors que la part des hydrocarbures et autres produits minéraux représentait 82,1 % des exportations russes dans le pays en 2021.

36. « [Russian Mercenary Army Financier Made an Oil Deal with Syria Just Before Clash with U.S. Troops](#) », *The Bell*, 27 février 2018.

Tableau 4

Évolution des échanges commerciaux de la Russie avec des pays méditerranéens (en millions de dollars)³⁷

	2013		2021			2023	
Pays	Volume des échanges	Part des exportations russes ³⁸	Volume des échanges	Part des exportations russes	Part des hydrocarbures et al. dans les exportations russes ³⁹	Volume des échanges	Part des exportations russes
France	22 215	41,4 %	22 044	44,6 %	86,5 %	5 830	62,6 %
Espagne	10 941	55 %	7 349	52,3 %	79,7 %	4 300	78,6 %
Italie	53 867	73 %	31 354	61,6 %	82,1 %	9 430	46,5 %
Portugal	1 341	48,4 %	1 240	48,7 %	60 %	442	88,6 %
Chypre	1 965	97,8 %	273	84,6 %	9,8 %	41,3	44,3 %
Grèce	6 855	91 %	4 495	93,4 %	88,1 %	2 744	96,2 %
Malte	4 136	98,7 %	2 384	99 %	97,7 %	1,3	83,7 %
Turquie	32 748	77,7 %	33 024	80,3 %	51,5 %	65 000	80,7 %
Algérie	1 589	99,7 %	3 007	99,4 %	0,9 %	3 700	inconnu
Libye	386	100 %	331	99,9 %	14,4 %	inconnu	inconnu
Maroc	1 425	60,3 %	1 649	73,6 %	61,8 %	2 339 (2022)	96,1 % (2022)
Tunisie	361	62,1 %	479	69,6 %	5,9 %	955 (2022)	98,2 % (2022)
Égypte	2 945	85 %	4 770	87,6 %	4,9 %	5 479	90,5 %
Israël	3 577	58,2 %	2 584	67,2 %	18,7 %	1 045 (2022)	37,5 % (2022)
Liban	530	96,7 %	542	95,8 %	71,9 %	354 (2022)	97,8 % (2022)
Syrie	376	95,8 %	606	97,9 %	inconnu	inconnu	inconnu

37. Pour le volume des échanges avec la Russie en 2023 : sources, souvent lacunaires, de Trading Economics et de « United Nations COMTRADE database on international trade », complétées, le cas échéant, grâce à des déclarations officielles et des articles de presse. Pour le volume des échanges avec la Russie en 2021 et en 2013 : sources officielles russes présentées en russe par pays sur le site russian-trade.com. La part des exportations russes dans le volume des échanges a été calculée par nos soins. – Choix des années de référence : l'année 2013 précède l'annexion de la Crimée et la déstabilisation du Donbass qui ont entraîné un premier train de sanctions ; l'année 2021 précède l'invasion de l'Ukraine à grande échelle ; l'année 2023 correspond aux derniers chiffres disponibles.

38. Lecture : En 2013, les exportations russes représentent x % du volume des échanges entre la Russie et le pays concerné.

39. Dans la classification des statistiques du commerce extérieur russe présentées sur le site russian-trade.com, les hydrocarbures et produits dérivés sont classés sous le code « TN VED 25-27 » (ТН ВЭД 25-27) des « produits minéraux » qui comprend aussi notamment le sel, la pierre, la chaux, le ciment et les minerais.

À travers ses projets économiques dans les pays européens, riverains ou non de la Méditerranée, la Russie cherche à mettre à mal la cohésion de l'OTAN et de l'UE. En Méditerranée orientale, la Turquie, la Grèce et Chypre sont généralement perçus à Moscou comme des maillons faibles de l'OTAN et de l'Union européenne en raison de leur proximité géographique et culturelle et de leur dépendance énergétique à l'égard de la Russie. La Grèce et Chypre entretiennent de surcroît des contentieux territoriaux avec la Turquie qui ont pu être exploités. Toutefois, l'influence russe dans ces deux pays avait commencé à y décliner avant l'invasion de l'Ukraine, du fait d'intérêts stratégiques divergents, du manque de soutien russe lors des crises financières et des tentatives d'ingérence dans la vie politique grecque en 2018⁴⁰ ; elle continue depuis de s'étioiler du fait des actions de Moscou et des efforts de réconciliation entre la Grèce et la Turquie qui limitent sa marge de manœuvre. En Europe occidentale, les régions qui bordent la Méditerranée sont prisées des oligarques et des investisseurs russes tout en constituant des cibles privilégiées des services de renseignement russes pour leurs activités d'influence et de subversion. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur présente pour eux un intérêt supplémentaire puisqu'elle abrite de nombreux camps militaires et surtout des industries de défense et des bases aériennes et navales de premier plan⁴¹. L'Italie qui abrite des bases militaires de l'OTAN est aussi une cible.

Pour conclure ce quatrième point, Pékin et Moscou poursuivent de manière parallèle leur propre politique économique et commerciale. En apparence au moins, chacun semble se garder de porter atteinte aux intérêts de l'autre dans la région méditerranéenne, n'y entrant pas en compétition, sauf pour les ventes d'armes et pour l'acquisition du port de Thessalonique en 2021 par la Chine. Cet état de fait résulte sans doute d'une volonté

politique, mais aussi de la faiblesse économique de la Russie et de la structure de ses échanges qui la rendent incapable de rivaliser avec la Chine dans de nombreux domaines. À cet égard, il faut rappeler la décision, prise par Pékin en 2014, de faire passer le corridor terrestre des routes de la soie allant de l'Asie vers l'Europe par la Turquie et donc de contourner la Russie. Reste à voir dans quelle mesure les guerres en Ukraine et à Gaza modifient le calcul géopolitique de la Chine et de la Russie dans la région méditerranéenne.

40. Paul Stronski, « [A Difficult Balancing Act : Russia's Role in the Eastern Mediterranean](#) », Carnegie Endowment for International Peace, 28 juin 2021.

41. Ana Pouvreau, « [La stratégie de la Russie en Méditerranée](#) », *Revue Défense nationale*, 822, 2019, p. 112-119.

V. L'IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE ET DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

La guerre en Ukraine et la guerre à Gaza, puis la confrontation grandissante entre Israël et l'Iran, ont forcé la Russie et la Chine à reconsidérer leurs objectifs et leurs modes d'action en Méditerranée. La stratégie russe, centrée sur le militaire, reste globalement inchangée dans la région, même si, privé des moyens dont il disposait auparavant, Moscou recourt toujours plus à des manœuvres hybrides. La stratégie chinoise, centrée sur l'économie, se poursuit aussi, bien que Pékin se voie obligé de repositionner certains intérêts stratégiques, économiques et politiques, du fait de la volatilité de la situation géopolitique et des pressions américaines sur plusieurs acteurs majeurs de la Méditerranée et du golfe Persique.

LA RUSSIE : ALIGNEMENT SUR L'IRAN ET RENFORCEMENT DES MANŒUVRES HYBRIDES

Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, le Kremlin assume chercher par tous les moyens à affaiblir les pays occidentaux et à transformer l'ordre international. Ce faisant, il vise non seulement à obtenir une victoire en Ukraine, mais encore à accélérer la « désoccidentalisation du monde » et l'avènement d'un nouvel ordre mondial multipolaire. Le Moyen-Orient et la région méditerranéenne demeurent, de ce point de vue, des terrains d'action privilégiés, comme à l'époque soviétique. La Russie s'y heurte cependant à des obstacles nouveaux, résultant de la guerre en Ukraine et de l'interconnexion croissante des théâtres d'opération. La mutinerie de Prigojine en juin 2023 a entraîné le démantèlement partiel de la SMP Wagner, puis la création d'Africa Corps sous le commandement étroit du renseignement militaire russe. Ces bouleversements ont ébranlé le dispositif militaire russe au sud de la Méditerranée, tandis que l'attaque terroriste du 7 octobre 2023 contre Israël et la guerre à Gaza et au Liban ont obligé la Russie

à sortir de l'ambiguïté qu'elle avait cultivée entre l'Iran et Israël depuis son intervention en Syrie en 2015.

Un objectif prioritaire pour Moscou après l'invasion de l'Ukraine a consisté à conserver ses avantages acquis dans l'ouest de la Syrie, en particulier ses bases militaires, alors que ses capacités d'action étaient plus réduites du fait de son engagement armé total sur le terrain ukrainien. Une partie des troupes et des éléments de défense aérienne, notamment un système S-300, ont ainsi été réaffectés en Ukraine. En octobre 2022, on estimait qu'au moins deux bataillons russes, soit entre 1 200 et 1 600 hommes, avaient été transférés depuis la Syrie sur le front ukrainien¹. Après la rébellion de Prigojine, les mercenaires Wagner présents en Syrie devaient céder la place à des troupes russes régulières, ce qui a conduit à de vives tensions entre eux². Il n'existe pas, en sources ouvertes, de données fiables sur le nombre de combattants russes déployés en Syrie. Leur calcul est difficile à établir en raison des rotations de troupes, de leur remplacement par des membres de la police militaire et de la présence de sapeurs et d'ingénieurs parmi elles. Cependant, il semble avéré que ce nombre a diminué de manière significative.

Force est de constater que Moscou ne parvient plus à maintenir le rôle d'arbitre en Syrie et au Moyen-Orient qu'il avait cultivé après 2015. Sa relation avec Israël s'est fortement dégradée depuis l'invasion de l'Ukraine du fait de son alignement croissant sur l'Iran en 2022. Les dirigeants israéliens ont tardé à condamner l'agression russe, refusant ensuite de prendre des sanctions à l'encontre de la Russie et de livrer à l'Ukraine les défenses antimissiles qu'elle demandait, afin notamment de maintenir leur accord tacite concernant la Syrie. Ils ont dû constater que cette relative prudence déclaratoire n'empêchait pas Moscou de resserrer ses liens militaires avec Téhéran ni de soutenir publiquement les ennemis d'Israël alliés de l'Iran, que

1. Patrick Kingsley et Ronen Bergman, « [Russia Shrinks Forces in Syria, a Factor in Israeli Strategy There](#) », *The New York Times*, 19 octobre 2022.

2. Nikita Smagin, « [Forgotten Front: Why Syria Is Becoming a Headache for Russia](#) », Carnegie Endowment for Peace, 17 octobre 2023.

sont le Hezbollah et le Hamas, bien que les relations avec ces deux mouvements ne soient pas aussi bonnes que les dirigeants russes voudraient le faire croire³.

Après l'incursion meurtrière du 7 octobre 2023 qui a fait 1 160 victimes en Israël, certains dirigeants russes ont fait des déclarations en soutien au Hamas, tandis que le président russe n'offrait aucun mot de condoléance immédiat et que, le même mois, une délégation du Hamas était reçue à Moscou. Les médias officiels russes n'ont cessé par la suite de critiquer la réponse militaire israélienne et les bombardements à Gaza⁴. Il en a été de même, en avril 2024, après la frappe israélienne contre le consulat iranien en Syrie et les attaques en représailles de l'Iran, puis, en septembre 2024, après les attaques aériennes d'Israël contre le Hezbollah et son incursion terrestre au Liban. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a condamné, depuis la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, la frappe israélienne ayant tué le leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, dénonçant à cette occasion l'implication de Washington dans ce qu'il a qualifié d'« attaque terroriste ». En revanche, les autorités russes n'ont pas condamné les frappes de missiles de l'Iran contre Israël, le 1^{er} octobre 2024, l'agence RIA Novosti reprenant même la version officielle iranienne des faits concernant une prétendue victoire de l'Iran.

Au-delà de ces évolutions rhétoriques, pour le moins significatives, il faut surtout tenir compte des nouvelles livraisons d'armements qui sont susceptibles de modifier les équilibres stratégiques au Moyen-Orient. Sergueï Choïgou, ancien ministre russe de la Défense et nouveau secrétaire général du Conseil de sécurité, s'est rendu dans la capitale iranienne au début du mois d'août 2024. Alors que l'Iran a déjà fourni à la Russie des milliers de drones Shahed 131 et 136, utilisés contre les villes ukrainiennes, et ouvert une usine de production au Tatarstan, il lui

3. Daniel Rakov, « [Russia is a Marginal Player in the Gaza War](#) », *The Jerusalem Strategic Tribune*, novembre 2023.

4. James Nixey, Nikolay Kozhanov, « [The War in Gaza Is Aligning Russia Against Israel](#) », Chatham House, Expert Comment, 10 janvier 2024.

aurait livré en plus, au cours de ce même mois, 200 missiles balistiques de moyenne portée FATH-360⁵. En échange, la Russie devrait lui céder un système de défense antiaérienne et antimissile S-400 et des systèmes sophistiqués de guerre électronique. Moscou et Téhéran se prépareraient à signer un accord stratégique global, les négociations achoppant encore concernant les avions de chasse russes Su 35. Par ailleurs, la Russie laisse croire qu'elle envisagerait de livrer des missiles antinavires aux houthistes qui attaquent, depuis novembre 2023, des navires occidentaux civils et militaires en mer Rouge⁶.

Plus généralement, les reconfigurations en cours ne seront pas sans incidence dans le contexte d'escalade militaire tous azimuts, les tensions entre Israël et l'Iran étant à leur comble depuis l'envoi de 200 missiles balistiques iraniens sur Israël, le 1^{er} octobre 2024, à la suite de l'élimination des chefs du Hamas et du Hezbollah. On sait d'ores et déjà que l'armée israélienne ne prévient plus l'armée russe avant de frapper en Syrie. On peut supposer qu'un rapprochement militaire russo-iranien inciterait l'Arabie saoudite à intensifier sa coopération militaire avec les États-Unis et Israël dans la région, tout en ouvrant la voie à une potentielle normalisation avec Israël.

Un deuxième objectif pour Moscou après l'invasion de l'Ukraine en 2022 a consisté à accentuer la pression sur les pays occidentaux en usant de ses capacités de nuisance et en conduisant des opérations de déstabilisation. Moscou attise certaines crises politiques de façon à évincer les Occidentaux de régions stratégiques, en particulier d'Afrique subsaharienne, et à susciter des dilemmes stratégiques qui les contraignent *in fine* à renoncer à soutenir l'Ukraine. Si la Russie connaît un échec militaire relatif en Ukraine, ne parvenant pas pour l'heure à percer le front, elle rencontre des succès diplomatiques indéniables au sud de la Méditerranée, du fait de sa capacité à capitaliser sur ces

5. « [Les Occidentaux sanctionnent l'Iran, accusé d'avoir livré des missiles à la Russie pour frapper l'Ukraine](#) », *Le Monde*, 10 septembre 2024.

6. « [Putin's 'Merchant of Death' Is Back in the Arms Business. This Time Selling to the Houthis](#) », *The Wall Street Journal*, 7 octobre 2024.

deux conflits et à offrir des solutions sur mesure à des régimes aux abois. Moscou s'est implanté militairement dans des pays d'Afrique subsaharienne qui comptent des diasporas importantes dans les pays occidentaux. Après le départ des troupes françaises du Mali, du Burkina Faso et du Niger, Africa Corps pourrait chercher à prendre pied au Tchad et au Soudan depuis la Libye, ainsi qu'en RDC depuis la RCA. Contrairement à Wagner qui prétendait n'avoir aucun lien avec les autorités russes, Africa Corps est subordonné au renseignement militaire, de sorte que le déni plausible n'est plus envisageable⁷.

L'intérêt renouvelé que Moscou manifeste pour la Libye s'inscrit dans cette dynamique, les régions de Libye contrôlées par le maréchal Haftar étant devenues une base arrière pour les opérations russes en Afrique subsaharienne (et pour le trafic de drogue). Depuis l'été 2023, toute la palette des instruments utilisés pour asseoir son influence en Méditerranée est mobilisée en Libye. Le maréchal Haftar a rencontré Vladimir Poutine à Moscou en septembre 2023. Le vice-ministre russe de la Défense, Yunus-bek Yevkurov, est retourné à Benghazi, en janvier 2024, pour s'entretenir avec le maréchal Haftar, à la suite de quoi des armements lourds, en particulier des véhicules blindés de transport et des mortiers, ont été livrés. En sus, des milliers de troupes régulières et de mercenaires russes y ont été dépêchés, certaines étant maintenues sur place, d'autres gagnant le Niger voisin⁸. En mai 2024, Tatneft s'est vu offrir par le gouvernement parallèle du maréchal Haftar la possibilité d'établir une raffinerie de pétrole afin d'exploiter un nouveau champ pétrolier dans une région qu'il contrôle⁹. Moscou envisagerait d'ouvrir une base navale à Tobrouk, ville côtière située près de la frontière égyptienne,

7. Filip Bryjka, Jędrzej Czerep, « [Africa Corps – A New Iteration of Russia's Old Military Presence in Africa](#) », PISM report, mai 2024, p. 39.

8. « [Objectif Méditerranée pour African Corps](#) », All Eyes On Wagner, mai 2024.

9. « [Eastern Libya Government Offers Refinery Project to Russian Company](#) », Tank Terminals, 20 mai 2024.

même si la flotte russe de la Méditerranée n'en a pas besoin pour opérer¹⁰.

Enfin, un troisième objectif consistait à imposer dans les pays arabes sa vision de la guerre en Ukraine et des actions des pays occidentaux. La Russie mène des campagnes informationnelles dénonçant le « néocolonialisme » des Occidentaux, leur duplicité ou leurs « doubles standards ». Comme l'a rappelé à la tribune de l'ONU le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov en juillet 2024, Moscou se positionne en faveur d'un règlement politique de la question palestinienne, plus précisément « pour la création d'un État palestinien viable et indépendant et pour la réalisation du droit fondamental et légitime des Palestiniens à l'autodétermination » ; il dénonce avec force les morts et les destructions occasionnées par les opérations militaires israéliennes à Gaza, les considérant comme « une inacceptable punition collective de la population civile¹¹ ». Ces condamnations, qui font écho à celles de la Chine, rapprochent la Russie de pays comme la Turquie, l'Algérie et d'autres États arabes engagés sur la question palestinienne.

La guerre à Gaza donne à Moscou l'opportunité de multiplier ses attaques dans le champ des perceptions, sans toutefois toujours parvenir à convaincre. D'après un sondage conduit avant et après les attaques terroristes du 7 octobre, seuls 27 % des Palestiniens interrogés (puis 29 %) disaient avoir une opinion favorable ou plutôt favorable de la Russie. Par comparaison, ils étaient 34 % (puis 43 %) à se prononcer favorablement à l'égard de la Chine, soit un bond de 9 points (contre un bond de 2 points dans le cas de la Russie)¹². D'après une étude d'opinion menée en tête à tête auprès

10. « ['A Big Mess Is Brewing' Thousands of Russian Fighters Are Flooding into Libya, Raising Concerns over What the Kremlin Might Be Planning](#) », *Meduza*, 16 mai 2024.

11. « [Statement by Foreign Minister Sergey Lavrov at a UN Security Council Open Debate on the Situation in the Middle East, including the Palestinian question](#) », fait à New York le 17 juillet 2024, site du ministère russe des Affaires étrangères.

12. Étude d'opinion intitulée « Arab Barometer Wave VIII » et publiée sous le titre : Khalil Shikaki, « [Palestine Report – Part II : Palestinian Perception of](#)

de 33 000 personnes dans 14 pays arabes, les populations arabes témoignent d'une certaine circonspection à l'égard de la Russie. Certes, seuls 3 % des sondés considéraient la Russie comme la plus grande menace pour les pays arabes, mais ils étaient 57 % à la percevoir comme une menace pour la stabilité et la sécurité du monde arabe. Trente-sept pour cent pensaient de même de la Chine, 57 % de l'Iran et 53 % de la France, les États-Unis et Israël atteignant des scores encore supérieurs¹³. D'autres études d'opinion suggèrent que les sociétés des pays arabes ne soutiennent pas l'invasion de l'Ukraine, ni la position russe au Moyen-Orient, gardant sans doute en mémoire la brutalité de l'intervention russe en Syrie, mais qu'elles se montrent assez indifférentes à la situation des Ukrainiens, au motif que d'autres guerres non moins meurtrières n'ont pas suscité les mêmes réactions de principe ni le même élan de solidarité en Europe.

LA CHINE : SOUTIEN AUX PAYS ARABES ET REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

Les guerres en Ukraine et à Gaza ont un impact sur la présence chinoise dans la région et poussent Pékin à y accélérer le repositionnement, déjà en cours, de ses intérêts politiques et économiques. Les deux conflits accentuent le ralentissement et le réagencement de l'expansion économique chinoise dans la région. La guerre contre l'Ukraine a coupé la route commerciale traversant le pays en direction de l'Europe centrale et occidentale, obligeant Pékin à privilégier celle passant par l'Asie du Sud pour aboutir en Turquie. Les attaques des forces houthistes dans le détroit de Bab-el-Mandeb contre des navires commerciaux, à la suite de la guerre menée par Israël contre le Hamas, ralentissent le passage des cargos chinois vers le canal de Suez et l'Égypte même s'ils semblent plus épargnés. On observe un

[International Actors and International Relations](#) », Palestinian Center for Policy and Survey Research, p. 7.

13. « [Arab Opinion Index 2022: Executive Summary](#) », 19 janvier 2023 (graphiques 23 et 24).

net ralentissement des exportations à destination de l'Union européenne ou des pays du Maghreb, ainsi que des importations chinoises en provenance de ces pays¹⁴.

Ces conséquences directes des conflits sur les échanges commerciaux s'ajoutent à une tension générale accrue entre l'Union européenne et la Chine qui est peu favorable aux échanges économiques et à la conduite de nouveaux projets d'investissement dans la région. Les très bonnes relations entretenues par Pékin avec Moscou, couplées à sa non-condamnation de l'invasion russe de l'Ukraine, dégradent l'image de la capitale chinoise en Europe de l'Ouest, ce d'autant plus que des soupçons importants pèsent sur un soutien logistique direct apporté par la Chine à l'effort de guerre russe¹⁵. La Chine aurait, selon des sources américaines, fourni à la Russie des composants électroniques, des machines-outils et des explosifs¹⁶. La Chine contribue aussi, de son propre fait, à dégrader son image et ses relations en Europe occidentale en menant des activités que les gouvernements locaux considèrent comme des ingérences. C'est en particulier le cas des actions menées par Pékin à l'encontre de ressortissants chinois résidant en Europe. La tentative d'enlèvement d'un individu d'origine ouïghoure en France par des forces de sécurité chinoises s'est conclue à l'été 2024 par l'expulsion de deux diplomates chinois¹⁷. C'est aussi le cas des cyberattaques. Une enquête a révélé, en juillet 2024, l'implication de la Chine dans des attaques de 2021 et conduit à la convocation de l'ambassadeur chinois par les autorités allemandes¹⁸.

14. <https://www.chinamed.it/>. Le fait que la Russie soit devenue le principal fournisseur d'énergie de la Chine, à des prix très compétitifs, permet sans aucun doute de limiter les effets négatifs des deux conflits sur l'approvisionnement chinois dans la région.

15. AFP, « [Pékin condamne les allégations “infondées” de Washington](#) », *La Presse*, 23 avril 2024.

16. « [Des responsables américains détaillent l'aide militaire de la Chine à la Russie en Ukraine](#) », *La Tribune*, 13 avril 2024.

17. Jacques Follorou, « [Deux espions chinois priés de quitter la France, après la tentative de rapatriement forcé d'un ressortissant](#) », *Le Monde*, 2 juillet 2024.

18. AFP, « [Convocation de l'ambassadeur chinois à Berlin à la suite d'une cyberattaque](#) », *Notre Temps*, 1^{er} août 2024.

Si les tensions sino-européennes ne datent pas du conflit ukrainien, ni du conflit entre Israël et le Hamas, elles se durcissent nettement, en dépit des efforts récents de la diplomatie chinoise pour s'attirer les bonnes grâces des capitales européennes¹⁹. De fait, confrontée à ces difficultés avec son principal marché économique²⁰, la Chine accentue ses efforts pour s'implanter plus avant dans les marchés de l'Europe centrale (Serbie, Hongrie)²¹ et des États bordant la mer Noire comme la Turquie²². De la même manière, le conflit entre Israël et le Hamas pousse Pékin à se repositionner. Dès le 8 octobre 2023, Pékin a réagi à l'attaque du Hamas en Israël par le biais d'une déclaration de son porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Quatre jours plus tard, elle a condamné l'intervention militaire israélienne dans les territoires palestiniens en rappelant la nécessité de reprendre les pourparlers pour résoudre la question palestinienne. La Chine a adopté depuis une position « neutre pro-palestinienne²³ ». D'un côté, ce positionnement chinois très ferme pourrait obérer ses relations futures avec Israël, relations qui connaissaient déjà un très net ralentissement²⁴. D'un autre côté, Pékin s'attire les faveurs des États arabes auprès desquels il continue de se présenter comme un « État responsable, pacifique et défenseur des droits des plus démunis ». Cette position conforte dans la région

19. Entretiens réalisés avec des membres du MAE français et des chercheurs de différents think tanks, printemps 2024. Ces frictions politiques attisent les querelles économiques déjà importantes entre Pékin et Bruxelles, et ce, ici aussi, malgré les tentatives de certains poids lourds économiques comme la France et l'Allemagne pour faciliter les échanges commerciaux avec la Chine.

20. Les importations chinoises de l'Union européenne sont passées de 627 milliards d'euros en 2022 à 514 milliards d'euros en 2023. « [Chine-UE – Statistiques du commerce international des biens](#) », Eurostat, février 2024.

21. Long Jing, « Post-Pandemic Cooperation between China and Central and Eastern Europe », *China Quarterly of International Strategic Studies*, 6 (2), 2020, p. 165-180.

22. Yalkun Uluyol, « [Partnership with Limits: China Turkey Relations in the Late AKP Era](#) », Heinrich Böll Stiftung, 20 mars 2024.

23. Quentin Couvreur, « [La Chine face aux attaques du 7 octobre 2023](#) », CERI-Sciences Po, octobre 2023.

24. Y. Evron, « Israel and China », *op. cit.*, p. 204-214.

méditerranéenne le basculement économique de Pékin vers les États du Moyen-Orient et du Levant (Syrie, Turquie) entamé depuis 2020.

Le repositionnement chinois en Méditerranée, à la suite de ces deux conflits, doit aussi s'interpréter à la lumière des relations entre Pékin et Washington. Dans les deux cas, ces conflits accroissent le poids de la présence américaine dans la région et y exacerbe la compétition entre les deux États. Présente depuis les présidences Obama et Trump, la rivalité sino-américaine s'est étoffée sous la présidence Biden de moyens d'action plus systématiques pour contrer l'expansion chinoise. En Europe centrale et occidentale, la menace russe a accru l'aide militaire américaine et l'importance de l'OTAN dans la région. Dans ce contexte, il est difficile pour les États européens de garder une position positive à l'égard de la Chine, principal allié de la Russie et compétiteur des États-Unis. Au Moyen-Orient, les autorités chinoises lancent des appels réitérés mais en vain à un cessez-le-feu. N'ayant aucun levier diplomatique pour faire en sorte que des pourparlers s'engagent entre les principaux protagonistes, Pékin semble avoir choisi « d'utiliser » les conflits du Moyen-Orient pour dénoncer « l'irresponsabilité des États-Unis » et leur propension à intervenir militairement, jouant la carte des pays arabes, ou du Sud global, contre Washington²⁵.

De fait, l'accord de normalisation des relations diplomatiques saoudo-iraniennes signé sous l'égide de Pékin en mars 2023²⁶, a effectivement permis de faciliter le dialogue et les consultations entre l'Arabie saoudite et l'Iran afin de freiner l'embrassement de la région²⁷. Depuis l'éclatement du conflit entre Israël et le Hamas, la Chine se positionne comme modérateur dans le camp arabe et dans le camp palestinien, ce qui s'est traduit

25. Andrea Ghiselli, « [Israel's Prolonged Gaza War Offers China Strategic Opportunity in Mideast](#) », *Al-Monitor*, 25 août 2024.

26. Fatiha Dazi-Héni, Carine Pina, Wendy Ramadan-Alban, « [L'accord de normalisation des relations diplomatiques saoudo-iraniennes signé à Pékin : regards croisés](#) », Note de recherche 137, IRSEM, 2023.

27. Fatiha Dazi-Héni, dans « [Table ronde : Guerre au Liban. Le Moyen-Orient divisé](#) », Émission Culture Monde, France Culture, 4 octobre 2024.

par exemple par la signature de l'accord sur « l'unité nationale » entre le Hamas et le Fatah en juillet dernier²⁸. Si les États-Unis ont obtenu, en contrepartie de la livraison d'armements sensibles aux pays du Golfe et d'accords de sécurité avec eux, l'arrêt de leur coopération en matière d'IA avec la Chine, les États golfiens demeurent prudents à l'égard de Washington et maintiennent des relations économiques importantes avec Pékin, notamment dans les domaines des véhicules électriques et des énergies renouvelables.

Les conflits régionaux récents renforcent en Méditerranée une compétition sino-américaine croissante depuis le début des années 2000. Washington et Pékin semblent y jouer la même partie de jeu de go qu'ailleurs dans le monde : là où la Chine avance ses pions, les États-Unis tentent de les lui damer. Ainsi, à Chypre, en 2024, Washington a fait monter les enchères des propositions économiques et militaires auprès du gouvernement de l'île dans l'objectif de ne pas céder la place à Pékin²⁹. Précédemment, les États-Unis avaient déjà fait pression plusieurs fois sur des gouvernements de la région méditerranéenne pour qu'ils évitent de laisser la Chine y acquérir trop d'intérêts stratégiques. Outre Israël, on peut citer les interventions américaines concernant le port de Sines au Portugal³⁰ ou le rapprochement des États-Unis avec l'Italie de Georgia Meloni, juste avant que Rome n'annonce son retrait des accords de la route de la soie en 2023³¹.

Pour conclure ce dernier point, les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient ne sont pas *a priori* bien perçus par les autorités chinoises car ils ralentissent, voire empêchent, les projets d'expansion économiques et financiers de la Chine dans la région méditerranéenne et au-delà, obligeant Pékin à rechercher

28. « [Chine : le Hamas déclare avoir signé un accord avec le Fatah appelant à l'unité nationale](#) », *colère en Israël* », RFI, 23 juillet 2024.

29. Menelaos Hadjicostis, « [US, Cyprus Embark on Strategic Dialogue That Officials Say Demonstrates Closest-ever Ties](#) », *Independent*, 17 juin 2024.

30. Samuel Wejchert, « [Port of Sines: The Atlantic End of the New Silk Road?](#) », EIAS, *Policy briefs*, 12 juillet 2021.

31. Alexander Smith, « [A Key U.S. Ally Wants to Walk Back its 'Atrocious' Embrace of China](#) », *NBCNews*, 6 août 2023.

d'autres opportunités économiques, politiques ou stratégiques. Pékin se voit ainsi contraint de renforcer ses partenariats avec des pays de la région qui lui sont favorables ou du moins qui ne lui sont pas hostiles. Pour autant, du fait de son antagonisme croissant envers les États-Unis et de la dégradation de l'environnement international, la Chine prend plus ouvertement position contre les Occidentaux et se garde de toute récrimination à l'égard de Moscou. Aussi les médias chinois et les discours officiels ne commentent-ils pas les activités hybrides russes en Méditerranée et au Sahel, même si elles peuvent porter directement préjudice aux intérêts économiques chinois.

CONCLUSION

La comparaison des stratégies russes et chinoises en Méditerranée dans les domaines militaire, économique et politique a mis en lumière leur propension à agir parallèlement, sans entraver leurs visées respectives. Jusqu'au début des années 2020, la Russie avait une approche géopolitique de la région, fondée sur un engagement militaire et des projets énergétiques ; la Chine privilégiait une approche géoéconomique tous azimuts, fondée sur des investissements stratégiques, une présence sécuritaire et l'établissement de nouvelles routes de la soie, tant terrestres que maritimes.

La Russie s'est imposée dans la région en prenant des risques et en y déployant des moyens militaires importants, sans pour autant délaisser la défense de ses intérêts économiques. Depuis une décennie, la région méditerranéenne occupe une place prépondérante dans sa stratégie de contestation de l'influence occidentale. Pour conforter ses positions, Moscou a recouru à des interventions armées et à des actions hybrides, tout en s'appuyant sur d'ambitieux projets énergétiques et d'importants transferts d'armements ainsi qu'en cultivant des relations privilégiées (parfois clientélistes) avec les dirigeants de pays soutenus, en son temps, par l'Union soviétique.

La Chine s'est, pour sa part, fait une place dans la région méditerranéenne en privilégiant l'expansion économique, au travers d'échanges commerciaux et d'investissements dans des entreprises stratégiques et des infrastructures régionales. C'est au nom de la protection de ses intérêts matériels et humains dans la région qu'elle a ensuite développé des capacités sécuritaires et policières. Toutefois, ses déploiements navals en Méditerranée manifestent aussi sa volonté de puissance et de rayonnement. Ses exercices militaires bilatéraux entrepris avec des pays de cette région, mais aussi avec la Russie et la Biélorussie¹ ou

1. Yuras Karmanau, « [Belarus and China Join Forces in a Military Drill Near the Polish Border](#) », The Associated Press, 9 juillet 2024.

encore, au sud de la Corne de l'Afrique, avec la Tanzanie et le Mozambique², signalent à Washington sa capacité à projeter des forces militaires à l'étranger, loin de ses bases, tout en maintenant un fort potentiel en mer de Chine et dans le détroit de Taïwan.

Les grandes stratégies de ces deux pays visent à affirmer leur statut de grande puissance et à s'opposer aux pays occidentaux. Si leurs finalités sont proches, les moyens mobilisés se distinguent nettement. Dans la région méditerranéenne, la grande stratégie chinoise apparaît plus élaborée, plus complexe : axée sur l'économie et les infrastructures, elle englobe des domaines variés, allant de la présence policière à la promotion de la culture et de la santé ; ce faisant, elle s'inscrit dans différentes échelles et implique différents acteurs. En comparaison, la grande stratégie de Moscou y paraît à courte vue et dénote un manque d'innovation : centrée, comme à l'époque soviétique, sur les ventes d'armes, les démonstrations de force et les projets énergétiques, elle ne permet pas pour l'heure à la Russie de peser durablement dans la région.

Les grandes stratégies russe et chinoise sont sous-tendues par des visions différentes de la sécurité. Les dirigeants chinois rappellent systématiquement que le maintien de la sécurité intérieure comme extérieure passe par le développement économique et social des territoires concernés, le leur comme celui de leurs partenaires économiques et commerciaux. Les dirigeants russes restent quant à eux focalisés sur l'outil militaire car ils considèrent que la sécurité passe avant tout par le contrôle des marges et que la puissance s'exprime à travers la domination. Ces perceptions opposées de la sécurité rappellent des débats théoriques sur les fondements des grandes stratégies : la conception russe de la grande stratégie se rapproche de la définition dite classique du concept, tandis que la conception chinoise correspondrait davantage à l'approche dite des relations internationales³.

2. Jevans Nyabiage, « [China's Drills with Tanzania and Mozambique Show 'Blended Approach' to Military Diplomacy](#) », *South China Morning Post*, 4 août 2024.

3. T. Balzacq, P. Dombrowski, S. Reich (dir.), *Comparative Grand Strategy: A Framework and Cases*, op. cit., p. 6-7.

Somme toute, la coopération sino-russe dans la région demeure assez faible et plutôt ostentatoire. La Chine et la Russie n'ont pas connu pour l'instant de fortes rivalités en Méditerranée, pas plus qu'elles n'y ont véritablement coopéré, comme le feraient deux alliés. Des formes de coordination ont émergé, en général au bénéfice de la Chine, sans donner lieu à une coopération structurée, ni même à une division tacite des rôles comme en Asie centrale. À réfléchir de manière hypothétique, il faut reconnaître que la Chine et la Russie auraient des approches très complémentaires si d'aventure elles décidaient un jour d'y unir leurs forces. Cependant, à en juger par leurs stratégies respectives dans la région méditerranéenne, l'heure semble plutôt à la mise en œuvre – et à la mise en scène – d'un alignement de principe, et non à l'émergence d'une alliance militaire.

LES AMBITIONS DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE EN MÉDITERRANÉE

Dr Céline Marangé

Dr Carine Pina

À la veille de l'invasion de l'Ukraine, Xi Jinping et Vladimir Poutine annonçaient le caractère désormais « sans limite » du partenariat stratégique sino-russe. La question de la nature de leur relation – une alliance en devenir ou un mariage de circonstance – se pose de nouveau alors que l'ordre international semble durablement bouleversé. L'analyse de leurs politiques respectives et de leur coopération concrète dans une région aussi stratégique que la Méditerranée constitue à cet égard un indicateur pertinent.

La mise en regard des stratégies russe et chinoise en Méditerranée dans les domaines militaire, économique et politique laisse apparaître leur propension à agir parallèlement, sans entraver leurs visées respectives. La Russie s'est imposée dans la région méditerranéenne en prenant des initiatives risquées et en y déployant des moyens militaires et navals, tout en défendant ses intérêts économiques. La Chine s'y est fait une place en misant sur son expansion économique, à travers ses échanges commerciaux et des investissements dans des entreprises stratégiques et des infrastructures de transport, tout en développant des capacités sécuritaires et policières.

À en juger par leurs stratégies dans la région de la Méditerranée, l'heure semble plutôt à la mise en œuvre – et à la mise en scène – d'un alignement de principe entre Moscou et Pékin visant à en évincer les Occidentaux et non à l'émergence d'une alliance militaire.